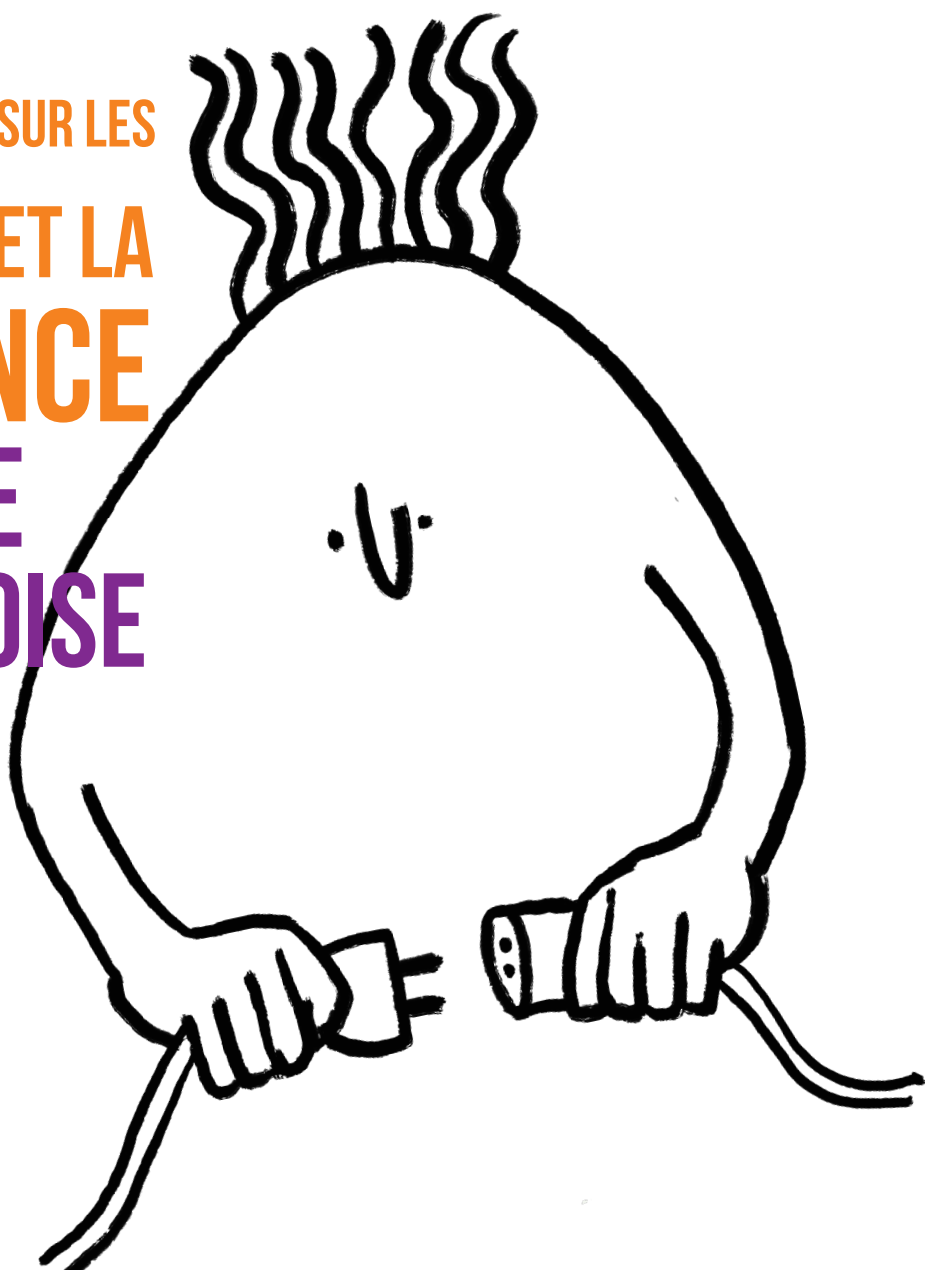




Le RARRe

**RAPPORT
ANNUEL** SUR LES
RISQUES ET LA
RÉSILIENCE
DANS L'AIRE
GRENOBLOISE

2024



www.aurg.fr

SOMMAIRE

- P. 3 Édito
- P.4 LE RARRe premier rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise
- P.8 L'essentiel des enseignements

PARTIE 1 CE QUE L'ON PEUT RETENIR DE L'ENQUÊTE

- P.15 Comprendre l'enquête
- P.18 Éco-anxiété et vision de l'avenir
- P.21 Perception des risques et de leur gravité
- P.30 Peut-on agir, à quelle échelle ?

PARTIE 2 AU CROISEMENT DE LA DOCUMENTATION ET DE LA PERCEPTION 6 FAMILLES DE RISQUES PASSÉES AU CRIBLE

- P.35 6 « livrets-risques » comme référence
- P.36 La famille de risques **A** : changement climatique, pollutions, effondrement des écosystèmes, catastrophes naturelles ou technologiques
- P.40 La famille de risques **B** : (in)disponibilité des ressources, (dys)fonctionnement des réseaux
- P.44 La famille de risques **C** : activité économique
- P.47 La famille de risques **D** : (in)capacité d'action, d'anticipation et de transformation
- P.50 La famille de risques **E** : (in)capacité de réponse aux besoins sociaux
- P.54 La famille de risques **F** : cohésion sociale

PARTIE 3 POUR ALLER PLUS LOIN, LES ATTENDUS ISSUS DU FORUM

- P.59 Le forum, un premier temps d'échange avec les élus
- P.60 Le RARRe comme outil de connaissance : documenter et enquêter
- P.62 Le RARRe comme outil d'aide à la décision publique
- P.64 Le RARRe comme outil de sensibilisation et de mobilisation

- P.67 L'Atelier des Futurs



FRÉDÉRIC PONTOIRE

Directeur de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise

L'Agence d'urbanisme de la région grenobloise est heureuse et fière de présenter le premier Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise : le RARRe. Il s'agit d'une démarche inédite à cette échelle, fruit de l'important travail collectif mené par l'Atelier des Futurs (plateforme des prospectives et des stratégies regroupant plusieurs collectivités et institutions de l'aire grenobloise), en réponse au fort besoin de projection locale exprimé par les élus et décideurs du territoire. Lier prospective et risque ne va pas de soi et pourrait être de nature à bousculer les initiés ; loin de nous cette idée.

Ce rapprochement est plutôt le résultat d'un cheminement collectif ayant amené les acteurs mobilisés à s'interroger sur la manière de faire de la prospective aujourd'hui, une prospective ancrée, concrète, arrimée aux politiques publiques et aux projets des collectivités. Nous en sommes arrivés à quelques idées fortes : se positionner au plus près du réel afin de faire œuvre utile (ici et maintenant), jouer avec les temporalités (2050 mais aussi après-demain), passer du champ des possibles à l'univers des contraintes, établissant ainsi des passerelles avec l'analyse du contexte et des risques qui s'imposent à nous.

Dans cette logique, le contenu de ce premier Rapport est exploratoire.

Il mixe des informations issues de différentes séquences de travail (identifier / documenter / questionner / débattre), permettant de regarder en face les risques présents dans l'aire grenobloise, afin de limiter leurs impacts, de s'y préparer et de s'adapter. Les résultats sont instructifs et constituent une mise initiale solide, une photographie de référence, pour poursuivre et améliorer la démarche.

Ce rapport est une synthèse, forcément sélective dans les choix des enseignements qui sont mis en avant. Il relève parfois de l'analyse brute de la part des équipes techniques qui ont travaillé sur le sujet au sein de l'Agence. En cette première année de travail et de publication, il faut accepter une forme d'imperfection et des lacunes, qui sont le lot de toute démarche expérimentale. Nous revendiquons une part de subjectivité, car elle traduit l'implication et le cheminement de l'équipe dédiée au sein de l'Agence, appuyée par les membres de l'Atelier des Futurs.

Au vu du succès de la première édition, c'est un blanc-seing qui est donné pour la suite, avec d'importantes marges d'amélioration, notamment pour accroître la valeur scientifique des résultats. Nous faisons le pari que la connaissance accrue sur les risques et nos vulnérabilités permise par le RARRe sera placée au service de l'anticipation et de l'action. Ce rapport est une « mise en bouche » qui nous l'espérons, vous donnera envie d'en savoir plus, autant que de diffuser et soutenir la démarche.

Bonne lecture

Le RARRe

PREMIER RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE

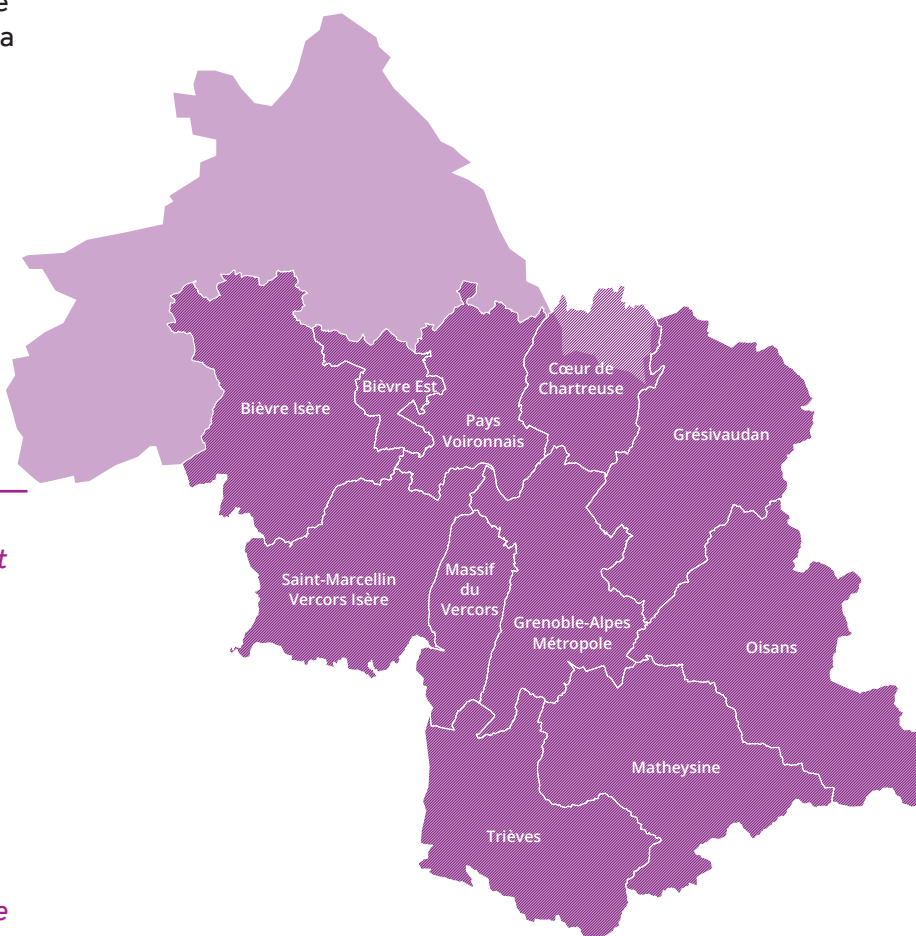
Le premier RARRe (Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise) paraît en 2024, après deux ans de travaux. Une expérimentation locale et partenariale inédite, menée par l'Atelier des Futurs sur le modèle du *Global Risks Report* de Davos.

UN BAROMÈTRE LOCAL DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS SYSTÉMIQUES

Le RARRe cherche à établir un état des lieux prospectif des risques et vulnérabilités systémiques susceptibles de concerner l'aire grenobloise (Sud Isère). Révisable chaque année pour tenir compte des évolutions et s'améliorer, il se veut un outil de connaissance et d'aide à la décision, au service du débat public et de l'action publique locale.

Le RARRe est porté par l'Atelier des Futurs, collectif des acteurs locaux de la prospective créé en 2020 à l'initiative de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Unis par une charte d'engagements, ils mutualisent des connaissances, impulsent des réflexions et initient des projets.

Le RARRe est le fruit du travail d'un groupe technique dédié, associant le Département de l'Isère, Grenoble-Alpes Métropole, la Ville de Grenoble, l'Établissement Public du SCoT de la Grande région de Grenoble, les Parcs naturels régionaux (PNR) du Vercors et de la Chartreuse, Territoire de Sciences, l'équipe de recherche STEEP de l'INRIA, des chercheurs de l'Université Grenoble Alpes (laboratoire Pacte) et de Grenoble École de Management. L'Agence d'urbanisme, avec une équipe d'une dizaine de collaborateurs, est la cheville ouvrière du projet et l'autrice du Rapport et des Livrets-risques.

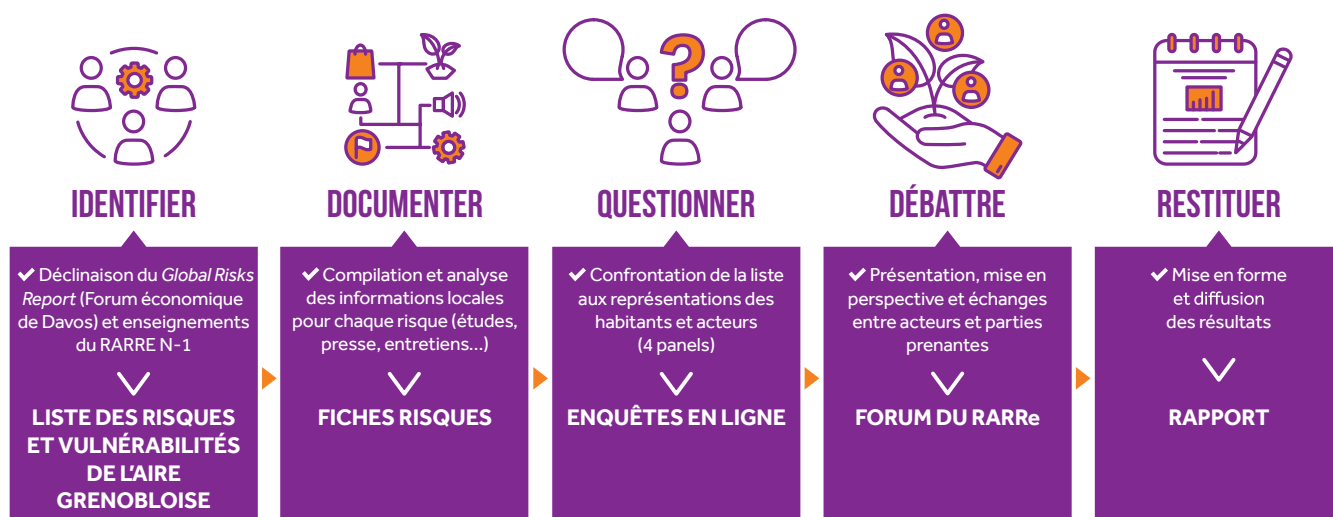


UNE MÉTHODE D'ÉLABORATION REPRODUCTIBLE

Le RARRe est une transposition locale du *Global Risks Report* porté par le Forum Économique Mondial ou « Forum de Davos ».

La démarche d'élaboration du Rapport consiste en la mise en œuvre de différentes phases successives ou concomitantes : élaboration d'une liste de risques et vulnérabilités pour le territoire passées au crible de la documentation et de l'enquête, pour permettre une lecture croisée entre objectivation et perception. Cet état des connaissances (actualisable chaque année) est mis en dialogue au sein d'un Forum qui réunit principalement des élu-es de l'aire grenobloise.

La version 2024 du Rapport est fondée sur une liste de 44 risques (classés en 6 familles), directement issue de la liste du *Global Risks Report* et déclinée localement par le groupe de travail en juillet 2022.



LE GLOBAL RISKS REPORT?

Publié depuis 2006, ce rapport annuel vise à éclairer les décideurs politiques et économiques sur les risques globaux pouvant impacter l'activité humaine à l'échelle mondiale, qu'ils soient de nature économique, environnementale, géopolitique, sociétale ou technologique.

DÉFINITIONS

Un risque est la possibilité qu'un aléa se produise et touche une population vulnérable à cet aléa. Il ne faut donc pas confondre aléa, risque et vulnérabilité.

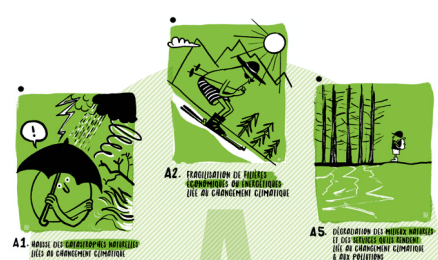
L'aléa est un phénomène (naturel ou technologique) plus ou moins probable sur un espace donné.

Le risque exprime le niveau d'effet prévisible de ce phénomène sur des enjeux (l'homme et ses activités). Il peut être défini comme la probabilité d'occurrence de dommages compte tenu des interactions entre facteurs d'endommagement (aléas) et facteurs de **vulnérabilité** (peuplement, répartition des biens). La notion de risque recouvre à la fois le danger de catastrophe et la perception qu'en a la société, l'endommagement potentiel, comme celle de l'endommagement effectif.

La résilience est la capacité d'un système à surmonter une perturbation. De façon plus précise, l'UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction) définit la résilience comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques, de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger (...) ». On doit vivre avec l'impossibilité d'éliminer les dommages, tout en essayant de les limiter. De ce fait, la résilience reconnaît que le dommage n'est plus lié à une relation entre deux facteurs, comme entre aléa et vulnérabilité, mais à **un ensemble de facteurs en interaction, à un système**.

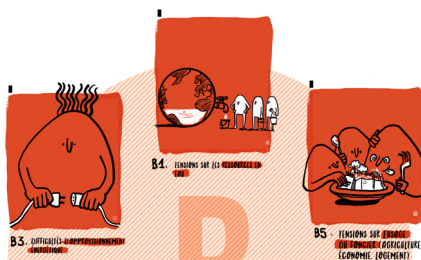
Source : GéoConfluences

UNE LISTE DE 44 RISQUES CLASSÉS EN 6 FAMILLES



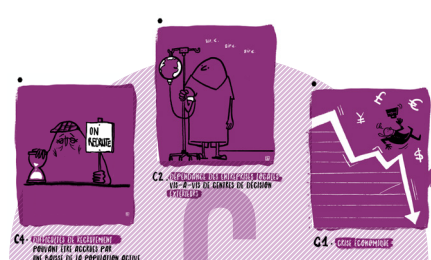
CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

- A1 – Hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique
- A2 – Fragilisation de filières économiques ou énergétiques
- A3 – Dégradation de l'état de santé des populations
- A4 – Dégradation de la qualité de vie en ville
- A5 – Dégradation des milieux naturels et des services qu'ils rendent
- A6 – Réduction des capacités locales de production agricole & alimentaire
- A7 – Risques technologiques & industriels



(IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX

- B1 – Tensions sur les ressources en eau
- B2 – Difficultés d'approvisionnement alimentaire
- B3 – Difficultés d'approvisionnement énergétique
- B4 – Difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières
- B5 – Tensions sur l'usage du foncier
- B6 – Dégradation ou interruption des réseaux et infrastructures de transport
- B7 – Dysfonctionnement des réseaux de télécommunication et cyberattaques



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

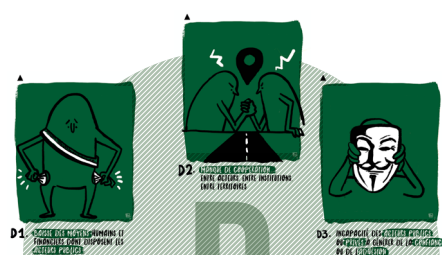
- C1 – Crise économique
- C2 – Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
- C3 – Baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité
- C4 – Difficultés de recrutement pouvant être accrues à terme par une baisse de la population active

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS DISPONIBLES

Le poster du RARRe présente la démarche et surtout, les 44 risques répartis en 6 familles qui ont fondé les analyses.

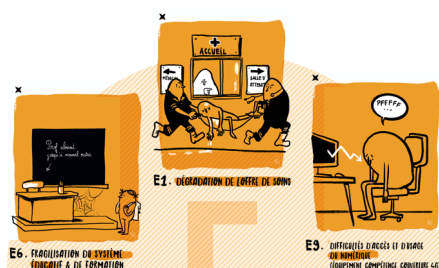
Un jeu de 44 cartes à positionner sur une matrice « probabilité / impact ».

Les 6 livrets-risques présentent un **premier état de la connaissance disponible** sur les manifestations locales et les perspectives d'évolution de chacun des 44 risques. Ils ont été rédigés entre avril et octobre 2023, sur la base d'une lecture des études identifiées et de la presse locale. Ils sont le reflet de notre niveau d'information actuel. La Recherche locale n'a pas été associée à cette première édition.



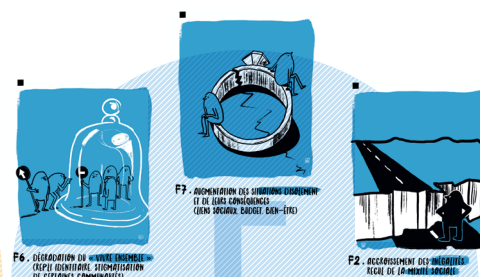
(IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION

- D1 – Baisse des moyens humains et financiers dont disposent les acteurs publics
- D2 – Manque de coopération entre acteurs, entre institutions, entre territoires
- D3 – Incapacité des acteurs publics ou privés à générer de la confiance ou de l'adhésion
- D4 – Prédominance de la vision à court terme, incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement
- D5 – Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique
- D6 – Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents



(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

- E1 – Dégradation de l'offre de soins
- E2 – Hausse du nombre de personnes en demande de soins
- E3 – Dégradation de la prise en charge des personnes vulnérables
- E4 – Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle
- E5 – Manque de logements décents et abordables
- E6 – Fragilisation du système éducatif et de formation
- E7 – Fragilisation de la justice et de la police
- E8 – Augmentation du coût des déplacements et difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile
- E9 – Difficultés d'accès et d'usage du numérique
- E10 – Difficultés d'accès aux services publics et aux droits



COHÉSION SOCIALE

- F1 – Hausse de la pauvreté
- F2 – Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale
- F3 – Perte d'attractivité de l'école publique et incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances
- F4 – Enracinement d'activités illégales / criminelles
- F5 – Difficulté d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques
- F6 – Dégradation du « vivre ensemble »
- F7 – Augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences
- F8 – Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance
- F9 – Ruptures démographiques
- F10 – Développement des mouvements de protestation

Le Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise 2024 constitue la **synthèse** des connaissances et des enseignements construits tout au long de la démarche.

⇒ Il restitue dans les grandes lignes les **principaux résultats de l'enquête**.

⇒ Il propose une **lecture croisée** de la documentation (consignée dans les livrets-risques) et de la perception (issue des réponses à l'enquête).

⇒ Enfin, il ouvre des perspectives pour la poursuite de la démarche à partir des souhaits et attentes exprimés par les élus dans le cadre du Forum organisé en février 2024.

À NOTER : pour qui veut approfondir, certaines annexes au Rapport sont disponibles en ligne.



Documents à retrouver et télécharger sur
www.aurg.fr onglet Atelier des Futurs / RARRE

L'ESSENTIEL DES ENSEIGNEMENTS

Les principaux résultats extraits des livrets-risques, de l'analyse de l'enquête et du Forum sont présentés dans le Rapport.
Nous en proposons ici une synthèse.

UNE DÉMARCHE UTILE, QUI MOBILISE ET INTERPELLE

Le collectif institutionnel constitué au sein de l'Atelier des Futurs et qui a fait du RARRe son cheval de bataille est en soi un signal fort qui conforte le besoin de prospective locale face à la complexité des enjeux et des défis territoriaux.

Ce signal a en particulier été entendu par les élus locaux mobilisés lors du 1^{er} Forum du RARRe le 6 février 2024. Il n'est pas aisé d'accepter de parler de sujets encore souvent perçus comme clivants et trop angoissants, face auxquels l'action publique est difficile à mettre en place. C'est donc un premier point de satisfaction.

Ainsi lors du Forum, les élus ont souligné que *« le RARRe est une démarche utile, qui nous invite à un optimisme raisonné »*.

In fine, le Forum a fait émerger une forte envie de poursuivre et d'améliorer la démarche avec trois axes de travail :

⇒ **Le RARRe comme outil de connaissance**, avec des marges d'amélioration concernant le périmètre de l'enquête et la documentation des risques ;

⇒ **Le RARRe comme outil d'aide à la décision publique**, pouvant faciliter la prise en compte des risques dans les politiques publiques et permettre de construire une boîte à outils de la résilience ;

⇒ **Le RARRe comme outil de sensibilisation et de mobilisation**, pour nourrir le débat public au moyen d'un dispositif de valorisation ad hoc.



PAROLES D'ÉLU-ES

« Le nombre d'élus qui ont répondu présent au forum [est] un bon signal »

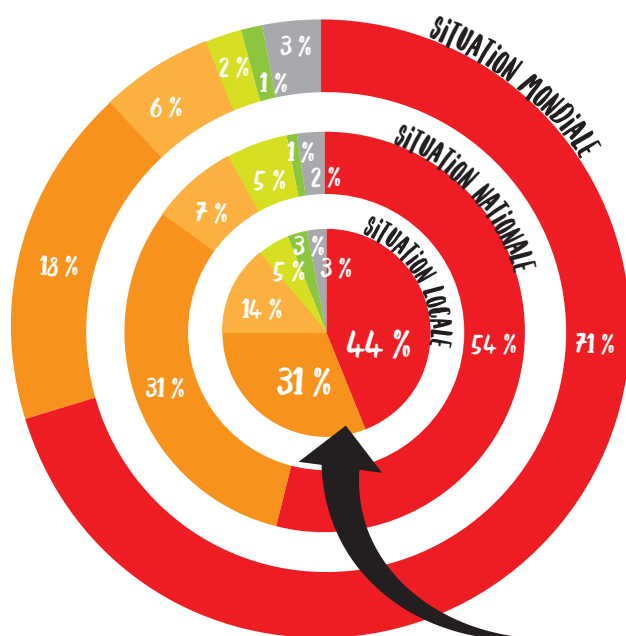
« Une démarche originale (...) qui produit du sens » ;
« rassurante » car « les risques il vaut mieux les identifier pour s'y préparer » dans une logique « d'optimisme raisonné » pour « contribuer à la fabrique des possibles »

« Sur la base du RARRe qui identifie les sujets, on pourra prendre en main l'action locale »

L'enquête, un levier pour « légitimer des actions plus ambitieuses » car les répondants sont très conscients des risques et pensent qu'on peut agir à l'échelle locale. Cela conforte l'idée qu'il est possible de « s'appuyer sur une demande de prospective pour réagir »

LES HABITANTS SONT INQUIETS POUR L'AVENIR D'UNE FAÇON GÉNÉRALE

Comment pensez-vous que la situation globale va évoluer dans les 10 ans



Le pessimisme vis-à-vis de l'avenir est général. Si l'enquête met en exergue trois risques principaux considérés comme inquiétants, elle souligne une préoccupation pour l'avenir qui ne se limite pas aux risques climatiques et environnementaux.

LA SITUATION VA...

SE DÉGRADER

UN PEU SE DÉGRADER

RESTER STABLE

UN PEU S'AMÉLIORER

S'AMÉLIORER

JE NE SAIS PAS



85 % DES HABITANTS

considèrent que la situation française va se dégrader.

La vision d'avenir est d'autant plus pessimiste que l'échelle considérée est grande. De plus, près d'1 habitant sur 2 se considère « plutôt éco-anxieux » et 1 sur 5 « tout à fait éco-anxieux ». Une proportion élevée qui correspond à la vision des élus-répondants sur le niveau d'éco-anxiété des habitants de leur territoire.

3 RISQUES PRÉOCCUPENT PARTICULIÈREMENT LES HABITANTS :

(E 1) LA DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS

(B 1) LES TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU

(A 1) LA HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES

Ces risques sont non seulement considérés **comme inquiétants par près d'un habitant sur deux**, mais ils constituent également les risques qui selon eux allient une forte probabilité d'occurrence pour l'aire grenobloise et des conséquences importantes.

Particulièrement perçus comme « déjà là » par les habitants, les risques appartenant aux familles **F** « cohésion sociale » et **E** « réponse aux besoins sociaux » ont également été considérés comme ayant des conséquences fortes sur le territoire. Citons à titre d'exemple : la hausse de la pauvreté, l'accroissement des inégalités, la dégradation du « vivre ensemble », la fragilisation du système éducatif et de formation, l'enracinement d'activités illégales / criminelles.

26 RISQUES / 44

SONT « DÉJÀ LÀ » POUR PLUS DE LA MOITIÉ DES HABITANTS

C'est ce que nous dit l'enquête. Pourtant, les résultats de l'analyse documentaire [cf. livrets-risques] montrent que la quasi-totalité des risques se manifestent déjà dans l'aire grenobloise, avec une dynamique d'aggravation pour 18 d'entre eux. Cette situation est loin d'être unanimement perçue par les habitants qui ont répondu à l'enquête.

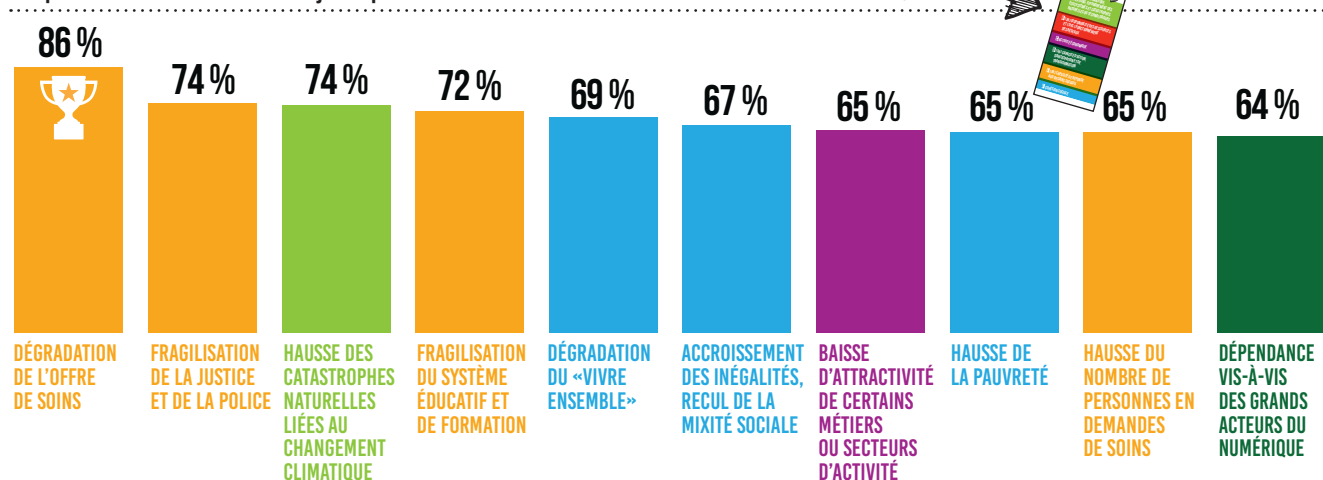
Ainsi, selon la documentation, **seuls 2 risques ne se sont pas manifestés de façon notable ces dernières années dans l'aire grenobloise** (C1 Crise économique et F9 Ruptures démographiques). **Toutefois, des fragilités se font jour** : difficultés touchant certaines filières comme le BTP ou l'agriculture, baisse historique de la natalité, pics de mortalité associés aux pandémies / épidémies et vagues de canicules... En outre, la crise de 2008 a révélé la grande sensibilité de l'aire grenobloise aux crises économiques mondiales.

Inversement, **42 risques se sont manifestés ces dernières années, de façon ponctuelle ou importante**, avec des conséquences pour de nombreux territoires, secteurs d'activité ou populations de l'aire grenobloise.

Les manifestations de 18 risques semblent en nette augmentation avec les effets du changement climatique sur les risques naturels, la santé publique, les conditions de vie en ville, le fonctionnement de certaines filières économiques ou les tensions sur les ressources en eau. On note également une **dégradation de la réponse à certains besoins sociaux** (crise du système de santé aggravée par la hausse de la demande de soins, crise du logement) mais aussi une aggravation de phénomènes délitant la **cohésion sociale** (montée de la pauvreté, hausse du nombre de personnes seules et de familles monoparentales particulièrement exposées à l'isolement et à la précarité financière, enracinement d'activités criminelles liées notamment au trafic de drogue). Sans oublier les **difficultés de recrutement ou la fragilisation de nombreuses filières agricoles locales** en raison du changement climatique et des revenus insuffisants.

Seuls 2 risques voient leurs manifestations diminuer au cours de ces dernières années (C1 Crise économique et E4 Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelles) notamment en raison d'un taux de chômage au plus bas depuis les années 1980 dans l'aire grenobloise.

Risques considérés comme « déjà là » par les habitants

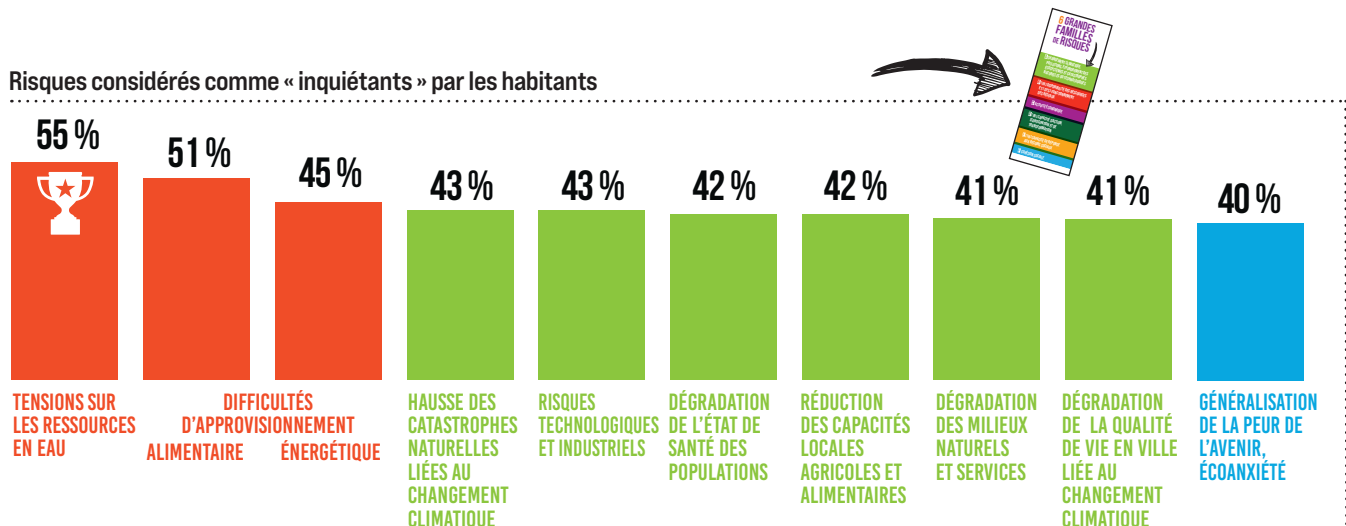


Dans le **TOP 10** des risques perçus comme « déjà là » par les habitants, les risques des familles **E** (In)capacité de réponse aux besoins sociaux et **F** Cohésion sociale, sont surreprésentés.

Le risque de dégradation de l'offre de soins est le premier risque référencé comme « déjà là » par tous les répondants : habitants, élus, entreprises et membres des conseils de développement.

L'ÉVOLUTION DE 2 RISQUES INQUIÈTE PLUS DE LA MOITIÉ DES HABITANTS

Risques considérés comme « inquiétants » par les habitants



Les risques et fragilités liés au changement climatique, aux pollutions, à l'effondrement des écosystèmes et aux catastrophes naturelles ou technologiques (famille A) ou portant sur la disponibilité des ressources (famille B) sont considérés comme les plus inquiétants par les habitants.

Le risque « tensions sur les ressources en eau » est considéré comme le plus inquiétant par la majorité des répondants : habitants, membres des conseils de développement, entrepreneurs. Mais pas par les élus qui pour leur part se déclarent très inquiets vis-à-vis des risques liés à la cohésion sociale « dégradation du vivre-ensemble en raison du repli identitaire ou de la stigmatisation de certaines communautés », « généralisation de la peur de l'avenir », « enracinement d'activités illégales / criminelles ».

Les livrets-risques montrent que **33 risques sont susceptibles de s'aggraver à terme.**

Les manifestations de **11 d'entre eux pourraient radicalement changer d'échelle** en termes d'ampleur ou de fréquence (principalement avec les conséquences locales du changement climatique et de l'érosion de la cohésion sociale). Inversement, **1 risque pourrait voir son ampleur diminuer dans le futur : D6** Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents, probablement en raison d'une prise de conscience croissante amenant la mise en place de solutions. Enfin, pour **10 risques, l'évolution est incertaine** et / ou les informations sur les évolutions futures sont insuffisantes pour asseoir l'analyse.



IL FAUT AGIR. MAIS EN A-T-ON LA CAPACITÉ ?

Les réponses à l'enquête invitent à passer à l'action. Si les élus ont tendance à minimiser la capacité de maîtrise et d'action des collectivités territoriales, les habitants semblent plus optimistes sur ce point.

Deux répondants sur trois considèrent que l'on peut agir localement sur la majorité des risques.

42 % des enquêtés ont même considéré que des actions locales existaient pour prévenir ou lutter contre les risques identifiés, pour chacune des 6 familles.

Toutefois, seuls 17 % de ces répondants qui considèrent qu'une action locale est en place évaluent celle-ci comme étant à la hauteur du problème. Les 83 % restant estiment que si des actions sont en place elles semblent inefficaces ou insuffisantes.

La perception des capacités d'action locale par les habitants diffère sensiblement d'une famille à l'autre.

La capacité de réponse locale (que des actions soient perçues comme en place ou non) est **jugée plus faible pour les familles C** Activité économique à **57 %**,

B (In)disponibilité des ressources et fonctionnement des réseaux à **63 %**, et **D** (In)capacité d'action, d'anticipation et de transformation à **65 %**, que pour les autres familles (**E** Réponse aux besoins sociaux et **F** Cohésion sociale à **70 %**, **A** Changement climatique, pollutions, catastrophes à **74 %**).

Pour certains risques déjà couverts par une action locale, celle-ci est jugée plutôt efficace par les répondants : les risques technologiques et industriels, la persistance de situations de chômage de longue durée, l'augmentation des coûts des déplacements et les difficultés à mettre en place des alternatives à la voiture, les difficultés d'accès et d'usage du numérique.



PAROLES D'ÉLU-ES

sont limitées

« Beaucoup de choses nous dépassent »

« Je me sens petite face à l'ampleur des enjeux »

« Il y a un nombre important de risques dans le contexte d'un petit village ». En effet, **beaucoup de leviers dépendent du Gouvernement, de l'Union Européenne ou d'acteurs privés**, qui peuvent tendre à « négliger trop vite l'environnement pour résoudre d'autres types de crises ».

De plus, ils déplorent que la **baisse des moyens alloués aux collectivités locales** limite leur pouvoir d'agir.

C'est pourquoi certains élus se sont étonnés que dans l'enquête « **les habitants accordent autant de pouvoir aux élus, (ont autant) confiance dans leur capacité de maîtrise des situations** ».

Ils pensent a contrario « **qu'on n'est pas du tout prêt à réagir, y compris dans les communes** ».

LES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » ET « INQUIÉTANTS » PAR LES HABITANTS

	POUR MOI, CE RISQUE EST DÉJÀ LÀ		CE RISQUE M'INQUIÈTE BEAUCOUP	
E1	DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS	1 ^{ER}	TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU	B1
E7	FRAGILISATION DE LA JUSTICE ET DE LA POLICE	2 ^E	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE	B2
A1	HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	3 ^E	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE	B3
E6	FRAGILISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET DE FORMATION	4 ^E	HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	A1
F6	DÉGRADATION DU « VIVRE ENSEMBLE » EN RAISON DU REPLI IDENTITAIRE OU DE LA STIGMATISATION DE CERTAINES COMMUNAUTÉS	5 ^E	RISQUES TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELS	A7
F2	ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS, RECUL DE LA MIXITÉ SOCIALE	6 ^E	DÉGRADATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES POPULATIONS DUE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, AUX POLLUTIONS, À LA CRISE ENVIRONNEMENTALE	A3
C3	BAISSE D'ATTRACTIVITÉ DE CERTAINS MÉTIERS OU SECTEURS D'ACTIVITÉ	7 ^E	RÉDUCTION DES CAPACITÉS LOCALES DE PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	A6
F1	HAUSSE DE LA PAUVRETÉ	8 ^E	DÉGRADATION DES MILIEUX NATURELS ET DES SERVICES QU'ILS RENDENT	A5
E2	HAUSSE DU NOMBRE DE PERSONNES EN DEMANDE DE SOINS	9 ^E	DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE VIE EN VILLE LIÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUX POLLUTIONS	A4
D5	DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES GRANDS ACTEURS DU NUMÉRIQUE	10 ^E	GÉNÉRALISATION DE LA PEUR DE L'AVENIR, DE L'ÉCO-ANXIÉTÉ, DÉFIANCE À L'ÉGARD DU « SYSTÈME »	F8
...		...		
B2	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE	42 ^E	DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION	F10
B6	DÉGRADATION OU INTERRUPTION DES RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	43 ^E	DIFFICULTÉS D'ACCÈS ET D'USAGE DU NUMÉRIQUE	E9
E9	DIFFICULTÉS D'ACCÈS ET D'USAGE DU NUMÉRIQUE	44 ^E	BAISSE D'ATTRACTIVITÉ DE CERTAINS EMPLOIS, MÉTIERS OU SECTEURS D'ACTIVITÉ	C3

TOP 10
des risques les plus pointés comme « déjà là » ou « inquiétants »

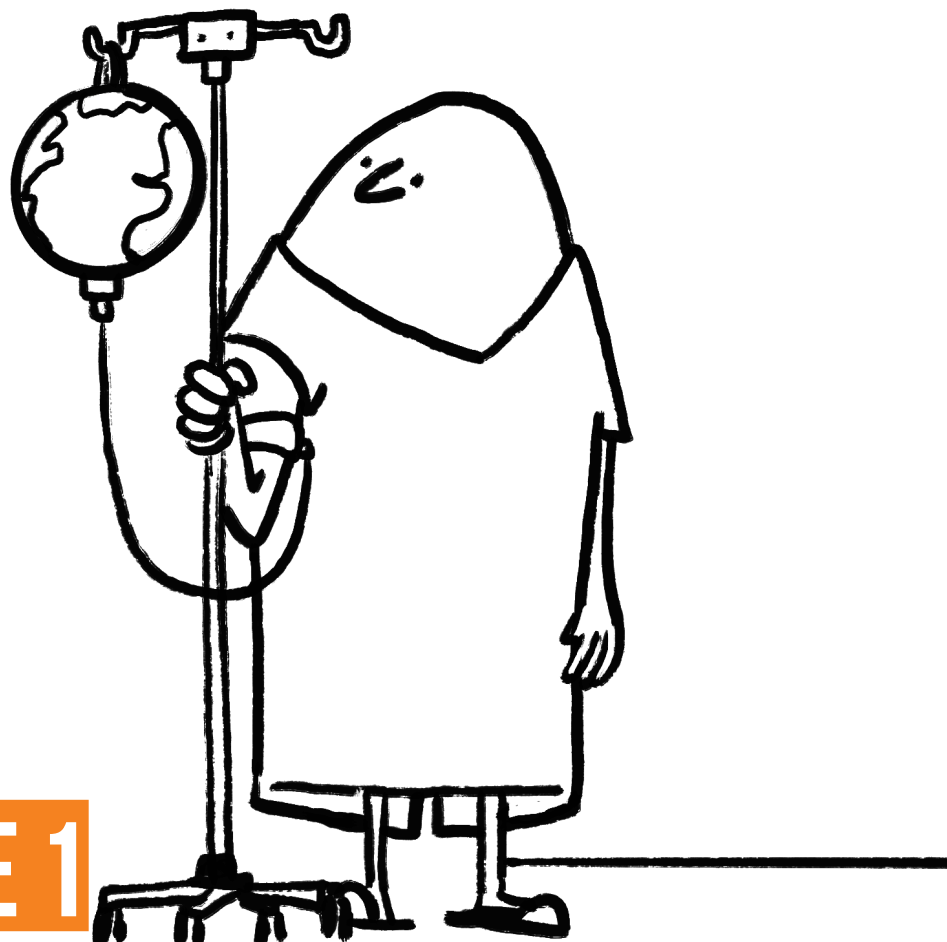
Les 3 risques les moins pointés comme « déjà là » ou « inquiétants »



VOIR LE MARQUE-PAGES « 6 FAMILLES »



Le RARRe



PARTIE 1

CE QU'ON PEUT

RETENIR DE L'ENQUÊTE

COMPRENDRE L'ENQUÊTE

L'enquête est l'un des 5 grands piliers de la démarche d'élaboration du RARRe. Elle consiste à recueillir l'expression de différentes catégories d'acteurs locaux sur leur perception des 44 risques / vulnérabilités pré-identifiés pour l'aire grenobloise à l'amont de la démarche.



IDENTIFIER
[LISTE DES RISQUES]



DOCUMENTER
[LIVRETS-RISQUES]



QUESTIONNER
[ENQUÊTE]



DÉBATTRE
[FORUM]



RESTITUER
[RAPPORT]

■ POURQUOI S'INTÉRESSER À LA PERCEPTION DES RISQUES ?

C'est **une lecture complémentaire indispensable d'une approche plus objective** fondée sur les études (cf. partie « Documenter » de la démarche). Par le biais d'une enquête (recueil de la parole des acteurs concernés), elle vient **enrichir la compréhension des mécanismes à l'œuvre et apporter des éclairages très utiles** pour optimiser l'action publique et la résilience. On sait que de nombreux paramètres influent négativement ou positivement sur la perception des risques et que cette perception varie selon les risques, les personnes, les croyances, le contexte... Enfin, l'attitude de chacun face au risque dépend de nombreux facteurs individuels et collectifs.

■ QUELS ÉTAIENT LES OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE ?

Le RARRe serait incomplet sans cette « photographie » de la **manière dont la société locale se représente les risques qui affectent, ou sont susceptibles d'affecter, son espace de vie.** C'est pourquoi en 2023 les 44 risques et vulnérabilités identifiés au sein de l'aire grenobloise par le groupe de travail de l'Atelier des Futurs ont été soumis à l'**appréciation d'habitants, d'élus, de chefs d'entreprises et de membres des conseils de développement du territoire.**

■ SUR QUOI A PORTÉ L'ANALYSE ?

Dans la retranscription des résultats qui suit, le RARRe s'est focalisé sur **trois principales questions** :

- ⇒ Quel est le niveau d'anxiété et comment s'exprime la vision de l'avenir ?
- ⇒ Quelle est la perception des risques et de leur gravité sur notre territoire ? (« déjà là », « inquiétant », « fortement probable », « impactant » ?)
- ⇒ Peut-on agir et le cas échéant à quelle échelle ?

FICHES D'IDENTITÉ DE L'ENQUÊTE

80 %

**DES RÉPONDANTS
SONT DES HABITANT-ES**

L'exploitation statistique
s'est donc focalisée sur ce public

LES PANELS (OU ÉCHANTILLONS)



ENVIRON 1 100 HABITANT-ES

de Grenoble-Alpes Métropole
(panel de recherche de Grenoble École
de Management, GEM)



ENVIRON 300 ÉLU-ES,

membres de l'assemblée
générale de l'Agence
d'urbanisme de la région
grenobloise



**ENVIRON 900 CHEFS
D'ENTREPRISES**

(panel de la CCI et du service
développement économique de
Grenoble-Alpes Métropole)

**ENVIRON 150 MEMBRES DES CONSEILS
DE DÉVELOPPEMENT**

de Grenoble-Alpes Métropole,
du Pays Voironnais et du Grésivaudan
(représentants de la société civile)

LE QUESTIONNAIRE

Administré par voie numérique

Temps moyen de réponse, environ

20 MINUTES

Voir le questionnaire en annexe sur www.aurg.fr.

LES RÉPONDANTS

458 habitant-es de la métropole

35 élu-es de l'aire grenobloise

29 chefs d'entreprises

35 membres de conseils
de développement

LES DATES

JUIN À AOÛT 2023

pour l'administration de l'enquête

SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2023

pour son traitement

L'ANALYSE

Exploitation statistique

458 RÉPONDANTS ET SURTOUT, DES RÉPONDANTES !

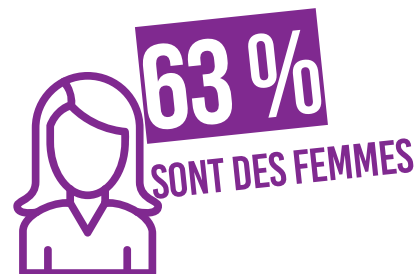
63 % des répondants sont des femmes.

On observe également une **surreprésentation des cadres** :

une personne sur trois contre une sur six dans l'ensemble de la population adulte métropolitaine.

Autre singularité : **deux répondants sur trois vivent en famille**.

31 % en couple avec des enfants, 25 % sans enfant et 10 % sont des familles monoparentales. **Un répondant sur quatre vit seul**, contre près de la moitié de la population adulte métropolitaine. Les autres situations concernent des ménages dits « complexes » au sens du recensement de l'Insee.



UNE DIMENSION EXPÉRIMENTALE À PRENDRE EN COMPTE

Les résultats de cette première enquête du RARRe, présentés dans les pages suivantes, sont à prendre avec précaution.

CONCERNANT LE PANEL HABITANT·ES : il a été mis à disposition du RARRe par l'équipe de recherche (chaire Territoires en transition, GEM).

Il n'a donc pas été spécifiquement conçu. Son périmètre géographique est celui de la métropole grenobloise (49 communes), il est représentatif à cette échelle mais il ne correspond que partiellement au périmètre du RARRe (l'aire grenobloise). Cette première enquête constitue néanmoins un socle de référence à approfondir pour la suite.

LA TAILLE DE L'ÉCHANTILLON : même si le nombre de répondant·es à l'enquête est suffisant pour permettre un traitement statistique, il reste très modeste et faiblement représentatif. Dans la présentation des résultats nous avons pris la liberté d'écrire « les habitants pensent que... » pour éviter de répéter « les habitants répondants à l'enquête », c'est toutefois évidemment ce qu'il faut entendre.

LE CONTEXTE DE L'ENQUÊTE : l'enquête a été réalisée durant l'été 2023, en pleine période de canicule et de sécheresse. Nous pouvons donc penser que les répondants auront été influencés dans leur perception des risques.

ATTENTION À NE PAS CONFONDRE RÉALITÉ ET PERCEPTION.

Les résultats de l'enquête ne constituent pas une photographie de la situation réelle de notre territoire face aux risques : ils expriment le ressenti de celles et ceux qui ont répondu.

CE DOCUMENT EST UNE SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS.

Nous avons fait le choix de retenir certains éléments plutôt que d'autres, parce qu'ils nous semblaient significatifs.

ORIGINE DES PAROLES (HABITANTS, ÉLUS, MEMBRES DES CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT).

Lorsque cela nous semblait pertinent ou illustratif, nous avons extrait quelques commentaires libres.



ECO-ANXIÉTÉ

ET VISION DE L'AVENIR

L'INQUIÉTUDE NE SE BORNE PAS AUX RISQUES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'enquête auprès de notre échantillon révèle un pessimisme général qui fait écho aux études nationales. Le fait que l'inquiétude des habitants va bien au-delà des risques climatiques et environnementaux invite à dépasser la compréhension courante de l'éco-anxiété, appréhendée comme une angoisse contemporaine liée aux crises environnementales.

85 % DES HABITANTS INTERROGÉS PENSENT QUE LA SITUATION NATIONALE VA SE DÉGRADER

■ UN PESSIMISME GÉNÉRAL QUI FAIT ÉCHO AUX ENQUÊTES NATIONALES

« Une majorité de Français apparaît pessimiste concernant le futur, 83 % d'entre eux percevant en effet l'avenir comme inquiétant » (étude de l'Ifop¹ France entière, fin 2022).

■ ON EST PLUS OPTIMISTE À L'ÉCHELLE LOCALE

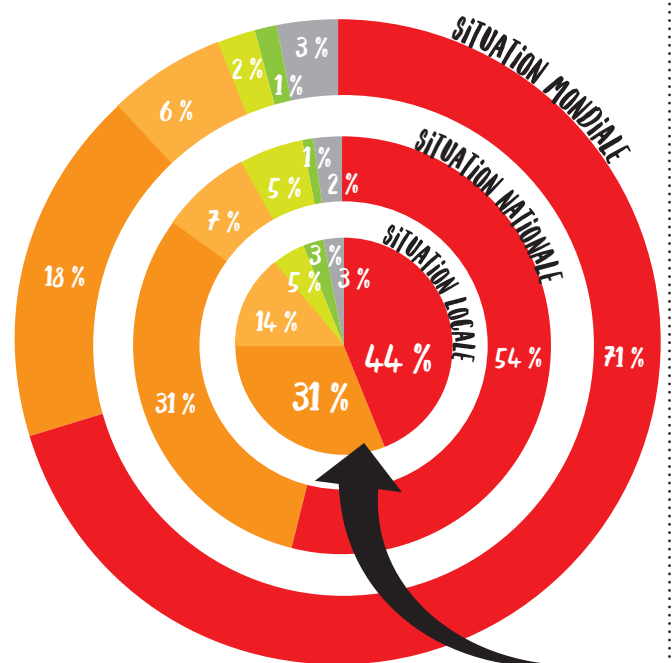
La vision d'avenir est d'autant plus pessimiste que l'échelle considérée est grande. **En écho au sentiment national, 89 % des habitants pensent que la situation mondiale va se dégrader dans les 10 prochaines années.** Ils ne sont plus « que » **75 % pour la situation locale.** Cette différence de perception s'observe également dans le panel des élus et des membres des conseils de développement.

■ LE PROFIL SOCIOLOGIQUE DU RÉPONDANT N'INFLUENCE PAS SA PERCEPTION DE L'AVENIR

Que l'on soit un homme, une femme, jeune ou non, que l'on se considère politiquement de droite ou de gauche, ayant ou non des difficultés financières... la vision d'avenir ne présente statistiquement aucune différence.

Toute proportion de taille d'échantillon gardée, les élus et les entrepreneurs sont toutefois légèrement moins pessimistes. Ils sont respectivement près de **40 %** et de **50 %** à considérer que la situation de l'aire grenobloise restera stable, voire s'améliorera légèrement, dans les 10 prochaines années, contre seulement **23 %** des habitants.

Comment pensez-vous que la situation globale va évoluer dans les 10 ans ?



LA SITUATION VA...

SE DÉGRADER

UN PEU SE DÉGRADER

RESTER STABLE

UN PEU S'AMÉLIORER

S'AMÉLIORER

JE NE SAIS PAS

PRÈS D' 1 HABITANT SUR 2 SE DÉCLARE « PLUTÔT ÉCO-ANXIEUX » ET 1 SUR 5 « TOUT À FAIT ÉCO-ANXIEUX »

■ 64 % DES HABITANTS SE DÉCLARENT ÉCO-ANXIEUX

Au total, 20 % des habitants se définissent comme « tout à fait éco-anxieux » et 44 % « plutôt éco-anxieux », **soit deux enquêtés sur trois**.

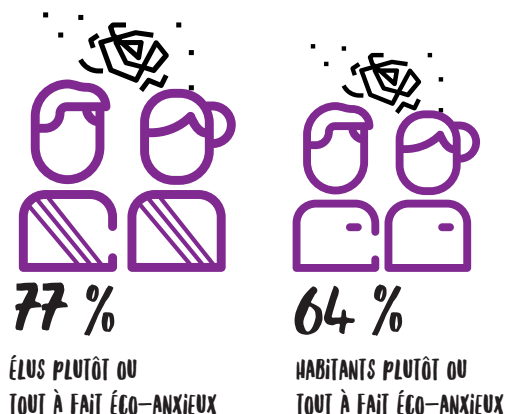
Ce niveau élevé est proche de celui exprimé par le panel des élus lorsqu'on leur demande d'estimer le niveau d'éco-anxiété des habitants de leur territoire.

À NOTER les femmes, les jeunes et les personnes rencontrant des difficultés financières se sont déclarés les plus éco-anxieux.

■ LES ÉLUS SE DISENT PLUS ANXIEUX QUE LES HABITANTS

[À nouveau toute taille d'échantillon gardée] **77 % des élus** déclarent leur éco-anxiété (34 % « tout à fait éco-anxieux » et 44 % « plutôt anxieux »).

Vous considérez-vous comme éco-anxieux ?



Le niveau d'éco-anxiété des élus de l'aire grenobloise est du même ordre de grandeur que celui exprimé au niveau national. Le rapport annuel sur l'état de la France en 2023 du Conseil économique, social et environnemental indique en effet que « huit Français sur dix expriment un sentiment fort d'anxiété face au dérèglement climatique. Il s'agit du niveau le plus élevé jamais mesuré en France. »

L'ÉCO-ANXIÉTÉ DÉPASSE LA SEULE PROBLÉMATIQUE ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE

En 2021, devant l'absence de définition française de l'éco-anxiété, **une étude de la Fondation Jean Jaurès a adopté une définition² issue des travaux de chercheurs australiens et néo-zélandais. Celle-ci retient essentiellement l'anxiété générée par les crises environnementales et climatiques :**

« L'éco-anxiété est un terme qui rend compte des expériences d'anxiété liées aux crises environnementales. Il englobe "l'anxiété liée au changement climatique" (anxiété spécifiquement liée au changement climatique anthropique), tout comme l'anxiété suscitée par une multiplicité de catastrophes environnementales,

notamment l'élimination d'écosystèmes entiers et d'espèces végétales et animales, l'augmentation de l'incidence des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution de masse mondiale, la déforestation, l'élévation du niveau de la mer et le réchauffement de la planète. »

Cette définition doit-elle être revisitée ? Compte tenu du lien étroit relevé entre sentiment d'éco-anxiété et pessimisme vis-à-vis de l'évolution globale, **le RARre s'est intéressé à l'intensité d'inquiétude vis-vis des six familles de risques identifiées.**

² <https://www.jean-jaures.org/publication/eco-anxiete-analyse-dune-angoisse-contemporaine/>

■ UN NIVEAU D'INQUIÉTUDE ÉLEVÉ VIS-À-VIS DE TOUTES LES FAMILLES DE RISQUES

Sur une échelle de 1 à 6, le niveau moyen d'inquiétude des habitants est de 4,4. Il concerne toutes les familles de risques (le niveau d'inquiétude moyen le moins élevé se situant à 4). L'inquiétude des habitants vis-à-vis de la famille **A Risques liés au changement climatique...** n'est pas significativement plus forte.

■ TROIS FAMILLES DE RISQUES GÉNÈRENT LA PLUS FORTE INQUIÉTUDE : A, E, F

Pour les habitants comme pour les élus, le trio de tête est le même : la famille **A Risques liés au changement climatique...**, la famille **E Risques impactant la capacité de réponse aux besoins sociaux**, et la famille **F Risques impactant la cohésion sociale**.

Les élus expriment le plus d'inquiétude vis-à-vis de la famille **A**. *A contrario* ils sont moins inquiets que les habitants en ce qui concerne les familles **F**, **E** et la famille **D**, **(In)capacité d'action...**.



Sommes-nous tous égaux en matière d'éco-anxiété ?

Les femmes sont en moyenne plus inquiètes que les hommes. C'est l'écart le plus significatif.

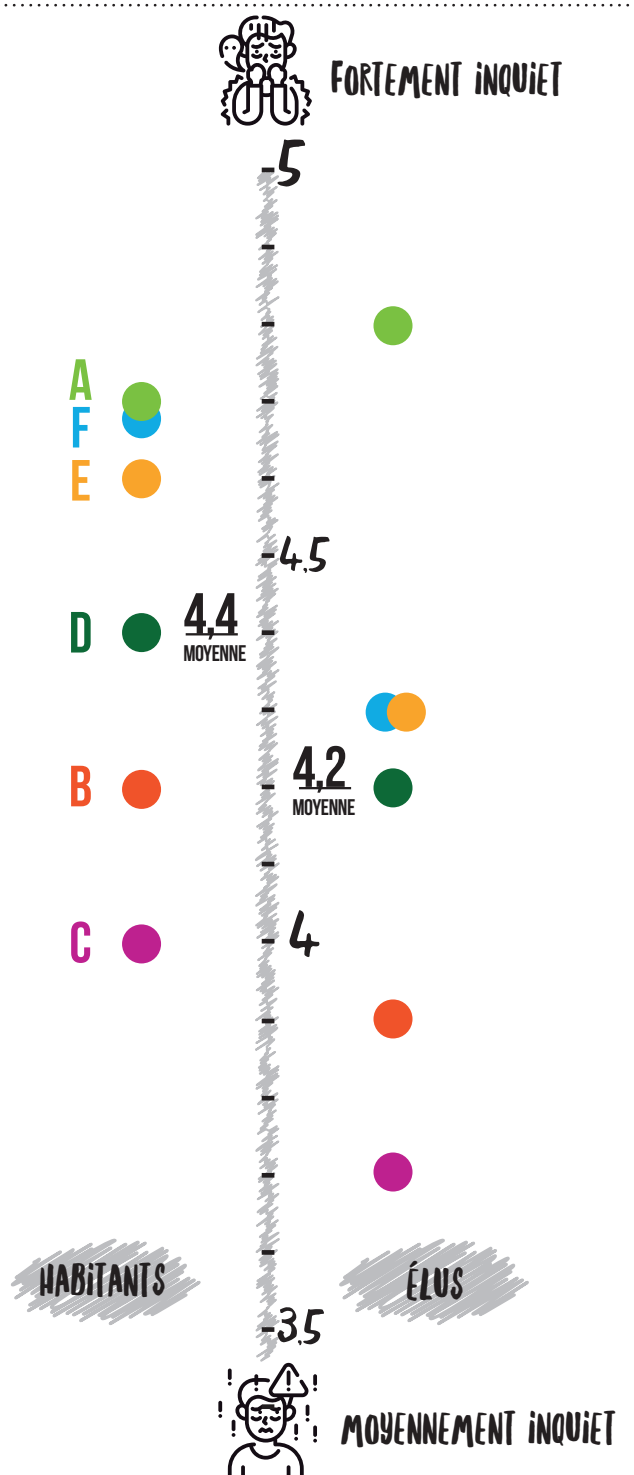
Les répondants âgés de moins de 40 ans et ceux qui se reconnaissent des difficultés financières ont exprimé une plus grande inquiétude et ce, concernant l'ensemble des familles de risques.

En revanche, peu de différences sont observées selon la composition familiale des enquêtés : les couples avec enfants expriment une inquiétude légèrement moindre que les personnes seules, les couples sans enfant et les familles monoparentales.

■ UN NIVEAU D'INQUIÉTUDE QUI INVITE À DÉPASSER LA DÉFINITION COURANTE DE L'ÉCO-ANXIÉTÉ

Pour les habitants qui se disent « tout à fait éco-anxieux » : l'inquiétude vis-à-vis des questions climatiques (famille **A**) se situe quasiment au même niveau que la question des besoins sociaux (famille **E**) et celle du vivre ensemble (famille **F**). Notons d'ailleurs que même ceux qui se disent « non éco-anxieux » expriment une inquiétude très forte vis-à-vis des familles **E** et **F**.

Pour chacune des familles de risques, indiquez sur cette échelle de 1 [Je ne suis pas du tout inquiet] à 6 [Je suis très inquiet] votre degré d'inquiétude



POUR APPROFONDIR

Pour consulter le graphique « Inquiétude exprimée par les habitants selon éco-anxiété déclarée, pour chacune des 6 familles de risques ». Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

PERCEPTION DES RISQUES ET DE LEUR GRAVITÉ

LA DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS, LES TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU ET LA HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES : 3 PRÉOCCUPATIONS MAJEURES

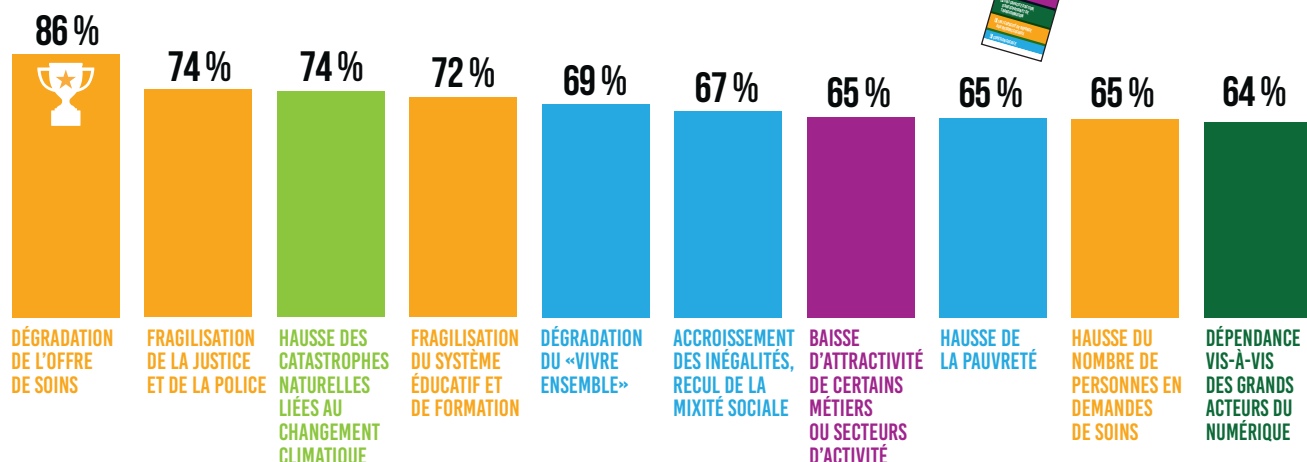
La perception de chacun des 44 risques a été mesurée selon deux critères : leur réalité perçue par les habitants et l'inquiétude qu'ils suscitent chez eux. Globalement, les risques sont davantage perçus comme étant « déjà là » que comme « inquiétants », sauf pour la famille **B** (In)disponibilité des ressources et (dys)fonctionnement des réseaux.

EN MOYENNE, LES 44 RISQUES SONT PERÇUS
COMME « DÉJÀ LÀ » PAR **1 HABITANT SUR 2**

Les habitants ont massivement considéré que certains risques sociaux ou sociétaux étaient déjà une réalité pour le territoire de l'aire grenobloise, en particulier les familles **E** et **F**.

Les chiffres proviennent de la moyenne des réponses pour chaque risque. Donc en moyenne, chacun des 44 risques a été considéré comme « déjà là » par un répondant sur deux.

Risques considérés comme « déjà là » par les habitants



⇒ **86 % des enquêtés perçoivent une dégradation de l'offre de soins (E).**

C'est le premier risque cité par les 4 panels, quel que soit l'âge et le genre du répondant.

⇒ **2 enquêtés sur 3 considèrent que la hausse de la pauvreté, la dégradation du « vivre-ensemble » (F), et la baisse d'attractivité de certains métiers ou secteurs d'activité (C) sont une réalité.**

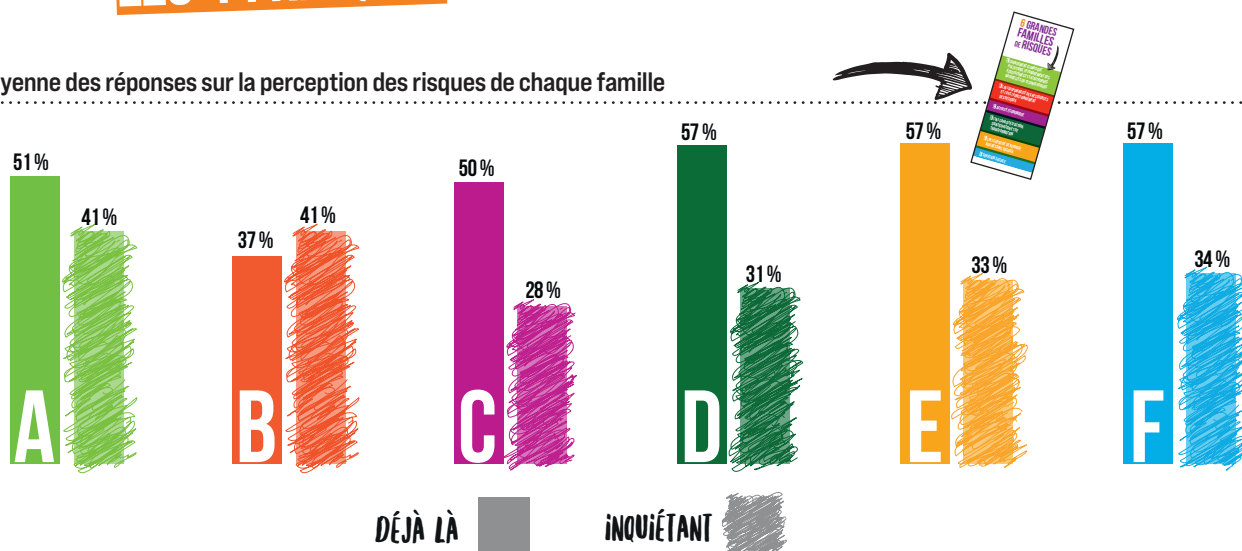
⇒ **3 enquêtés sur 4 estiment que la fragilisation de la justice et de la police (E) et la hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique (A) sont déjà d'actualité dans la région grenobloise.**

⇒ **Les élus mettent en avant davantage de risques issus de la famille D (In)capacité d'action, d'anticipation et de transformation : la baisse des moyens humains et financiers des acteurs publics, la dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique mondial ou encore la prédominance de la vision à court terme et l'incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement.**

⇒ **La baisse d'attractivité de certains emplois jugés peu porteurs de sens ou offrant des conditions de travail difficiles est le premier risque de la famille C Activité économique, cité comme « déjà là ».**

POUR UNE MAJORITÉ D'HABITANTS, LES 44 RISQUES SONT CONSIDÉRÉS COMME « DÉJÀ LÀ »

Moyenne des réponses sur la perception des risques de chaque famille



⇒ La famille **B** est la **seule famille** davantage perçue comme « inquiétante » à l'horizon de 10 ans que comme déjà présente.

⇒ À l'inverse, les risques des familles **F** et **E** sont en moyenne perçus comme « déjà là » par plus d'un répondant sur deux, mais ne suscitent l'inquiétude à l'avenir que pour un tiers d'entre eux.

⇒ Les risques liés à la famille **C** sont considérés comme les moins « inquiétants », bien que la moitié des habitants les considèrent comme « déjà là » pour l'aire grenobloise.



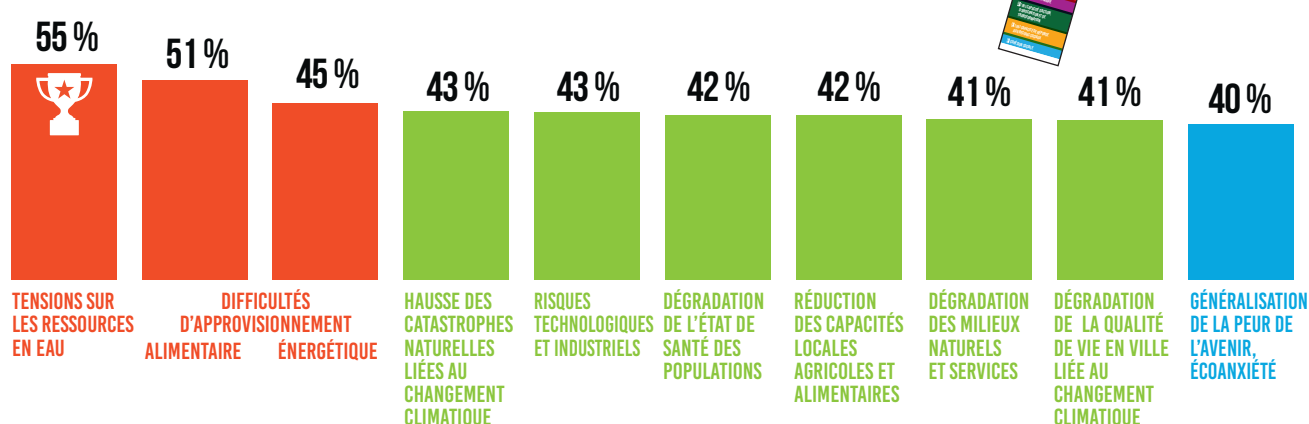
POUR APPROFONDIR

Pour consulter le Récapitulatif de la représentation des risques par les habitants. Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

EN MOYENNE, 1 HABITANT SUR 3 PERÇOIT LES 44 RISQUES COMME « INQUIÉTANTS » À 10 ANS

Dans le classement des risques qui inquiètent le plus les habitants, les familles de risques **B** et **A** sont surreprésentées.

Risques considérés comme inquiétants par les habitants



⇒ **Les tensions sur les ressources en eau (B1)** sont jugées inquiétantes : risque cité en première position par tous les panels sauf celui des élus.

⇒ **Les élus se disent très inquiets vis-à-vis des risques liés à la cohésion sociale (F)** Dégradation du vivre-ensemble en raison du repli identitaire ou de la stigmatisation de certaines communautés ; Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance face aux crises actuelles et futures ; Enracinement d'activité illégales / criminelles.

⇒ **Le risque B2 Difficulté d'approvisionnement alimentaire** a par ailleurs fait l'objet de nombreux commentaires libres.

⇒ **Les hommes sont plus inquiets que les femmes** au sujet des risques qui composent la famille **F**. À l'inverse, celles-ci expriment **une inquiétude plus forte** vis-à-vis des familles **A** et **E**.



PAROLES D'ÉLU-ES

« Risque de désorganisation sociétale en cas de ruptures d'approvisionnement essentiels (alimentation, eau, énergie...) »



PAROLES D'HABITANT-ES

« L'approvisionnement alimentaire local me paraît insuffisant »
« Le non renouvellement des agriculteurs, dont 50 % partiront à la retraite dans les 10 ans, est aggravant pour le risque de rupture d'approvisionnement alimentaire des habitants de l'Isère en circuits-courts »



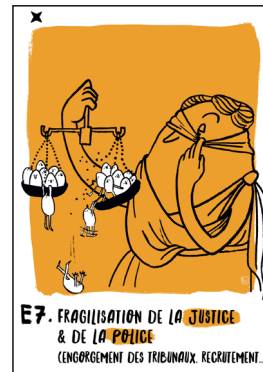
POUR APPROFONDIR

Pour consulter « les tableaux de résultats sur les écarts d'inquiétude en fonction du genre », Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » VS RISQUES PERÇUS COMME « INQUIÉTANTS »

En croisant les risques perçus par les habitants comme « déjà là » et ceux perçus comme « inquiétants » à l'avenir, on obtient une matrice qui met en lumière 4 groupes de risques.

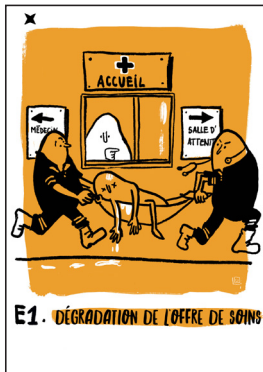
1/ DES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI MAIS QUI INQUIÈTENT PEU POUR DEMAIN



2/ DES RISQUES PAS (OU PEU) PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI ET PAS (OU PEU) INQUIÉTANTS POUR DEMAIN

« DÉJÀ LÀ »

3/ DES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI ET QUI INQUIÈTENT BEAUCOUP POUR DEMAIN



« INQUIÉTANT »



4/ DES RISQUES PAS (OU PEU) PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI MAIS QUI INQUIÈTENT BEAUCOUP POUR DEMAIN

1/ DES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI MAIS QUI INQUIÈTENT PEU POUR DEMAIN

E6 – Fragilisation du système éducatif
et de formation

E7 – Fragilisation de la justice et de la police

C3 – Baisse d'attractivité de certains
emplois, métiers ou secteurs d'activité

D5 – Dépendance vis-à-vis des grands
acteurs du numérique

⇒ Pour les habitants, ces risques constituent déjà une réalité dans l'aire grenobloise, mais ils les considèrent **moins inquiétants que les autres**. Cette perception rejoint celle des élus, qui sont encore moins nombreux à juger inquiétant le risque **E7 Fragilisation de la justice et de la police**.

⇒ Le risque **E6 Fragilisation du système éducatif et de formation** est largement considéré comme déjà là pour l'ensemble des publics enquêtés. En témoignent les nombreuses réponses ouvertes sur l'école et l'éducation.



PAROLES D'HABITANTS

« Faire plus intervenir l'école afin d'éviter l'anxiété dans l'avenir »

« Je mettrais l'éducation au centre des préoccupations »

« Investir dans l'éducation »

2/ DES RISQUES PAS (OU PEU) PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI ET PAS (OU PEU) INQUIÉTANTS POUR DEMAIN

E9 – Difficultés d'accès et d'usage du
numérique

F10 – Développement des mouvements
de protestation

C2 – Dépendance des entreprises locales
vis-à-vis de centres de décision extérieurs

C4 – Difficultés de recrutement pouvant
être accrues à terme par une baisse de la
population active

⇒ Des risques qui concernent moins l'échelle locale ? La plupart des répondants ont estimé que le risque **E9 Difficultés d'accès et d'usage du numérique** était parmi les moins présents en 2024 et les moins inquiétants à l'avenir.

⇒ Les risques **F10 Développement des mouvements de protestation** et **D3 (In)capacité des acteurs à générer de la confiance et de l'adhésion** ont été considérés comme **moins inquiétants que les autres par les habitants**. Le premier ressort pourtant comme le 3^e risque le plus inquiétant par le panel entreprise, le second comme le 8^e risque le plus inquiétant pour le panel des Conseils de développement.



Ce constat est certainement à nuancer.
Le questionnaire ayant été diffusé numériquement,
les enquêtes étaient sans doute plus équipées et
compétentes vis-à-vis du numérique que la moyenne.

« DÉJÀ LÀ »

3/ DES RISQUES PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI ET QUI INQUIÈTENT BEAUCOUP POUR DEMAIN

A1 – Hausse des catastrophes naturelles
liées au changement climatique

E1 – Dégradation de l'offre de soins

F1 – Hausse de la pauvreté

F2 – Accroissement des inégalités,
recul de la mixité sociale

F6 – Dégradation du « vivre ensemble »

⇒ En tête des risques qui inquiètent majoritairement :

A1 Augmentation des catastrophes naturelles liées au
changement climatique.

⇒ Ces risques sont considérés parmi ceux qui pourraient
avoir les plus grandes conséquences pour l'aire grenobloise.
C'est notamment le cas de E1 Dégradation de l'offre de soins,
en écho à la situation nationale de crise de la prise en charge
hospitalière et de l'augmentation des déserts médicaux.
C'est aussi le cas des risques relevant de F2 Cohésion sociale,
affichés comme des risques déjà là, ayant une forte probabilité
de survenue, de fortes conséquences, et constituant une
inquiétude majeure.

« INQUIÉTANT »

4/ DES RISQUES PAS (OU PEU) PERÇUS COMME « DÉJÀ LÀ » AUJOURD'HUI MAIS QUI INQUIÈTENT BEAUCOUP POUR DEMAIN

B1 – Tensions sur les ressources en eau

B2 – Difficultés d'approvisionnement
alimentaire

B3 – Difficultés d'approvisionnement
énergétique

A7 – Risques technologiques & industriels

⇒ Près de 50 % des habitants considèrent ces quatre risques
comme particulièrement inquiétants. Ils relèvent pour trois
d'entre eux de besoins essentiels : alimentation, eau et
énergie (B1, B2 et B3).

⇒ Une recherche publiée en 2022 par l'association
« Les Greniers d'Abondance » confirme le risque de difficultés
d'approvisionnement alimentaire comme l'un des principaux
risques. D'après l'étude, 25 % des Français se restreignent sur
la quantité de ce qu'ils mangent pour des raisons financières
tandis que la malnutrition constitue le premier facteur de
risque de mauvaise santé et l'une des premières causes de
mortalité⁴.



PAROLES DE CHEFS D'ENTREPRISES

« Agir en priorité sur ce dont nous avons besoin
pour subsister au désastre qui vient : eau, nourriture, logement,
chauffage... Redonner des moyens financiers majeurs à
la puissance publique... Jusqu'à faire défaut sur la dette publique
si nécessaire »

⁴ Les Greniers d'Abondance - vers la résilience alimentaire ! (resiliencealimentaire.org) :
recherche financée par l'ADEME et l'université de Lyon



Vers une aggravation de nombreux risques à l'horizon 10 - 15 ans ?

D'après la première objectivation des risques (cf. livrets-risques sur www.aurg.fr) :

⇒ Seulement **2 risques ne se sont pas manifestés** au cours des cinq dernières années :

C1 Crise économique et **F9** Ruptures démographiques, malgré des fragilités à surveiller.

⇒ Les manifestations de **18 risques sur 44 semblent s'être aggravées** ces dernières années notamment avec les effets des risques des familles **A** Changement climatique, **F** Cohésion sociale (ex. hausse de la pauvreté,) **E** (dégradation des services publics et de la réponse aux besoins sociaux).

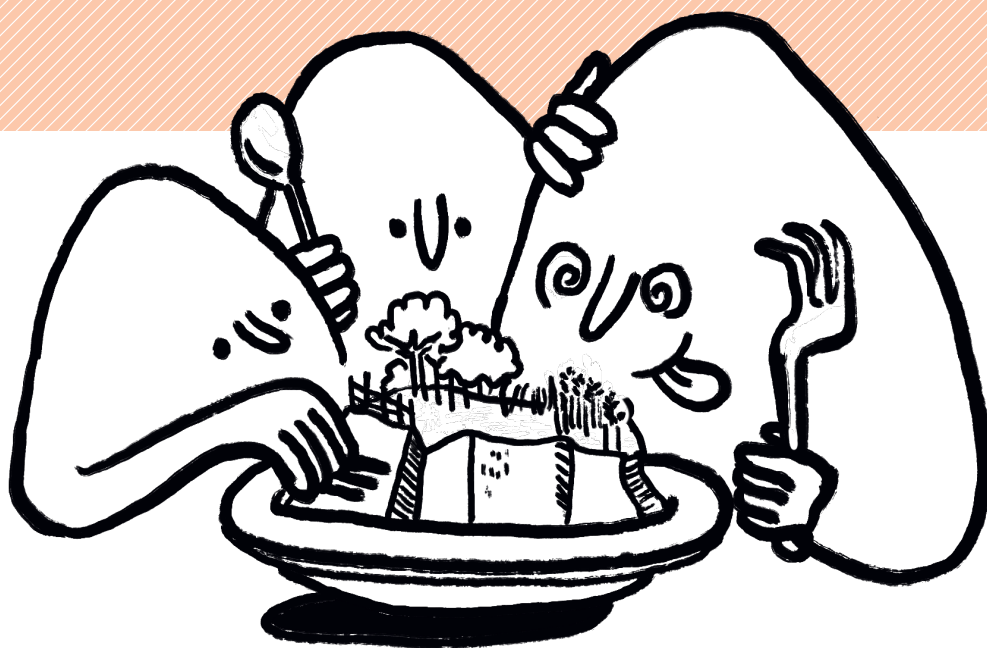
⇒ **33 risques sont susceptibles de s'aggraver** dont **11 pourraient radicalement changer d'échelle** en termes d'ampleur ou de fréquence de leurs manifestations (principalement avec les conséquences locales du changement climatique et de l'érosion de la cohésion sociale).

⇒ **Pour 10 des 44 risques, l'évolution est aujourd'hui considérée incertaine** et le plus souvent les informations sur les évolutions futures sont insuffisantes.

⇒ **2 risques voient diminuer leurs manifestations** au cours de ces dernières années :

C1 Crise économique et **E4** Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle, notamment en raison d'un taux de chômage au plus bas depuis les années 1980 dans l'aire grenobloise.

⇒ **1 risque pourrait diminuer** dans le futur : **D6** Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents en raison d'une prise de conscience croissante de la question des risques systémiques.

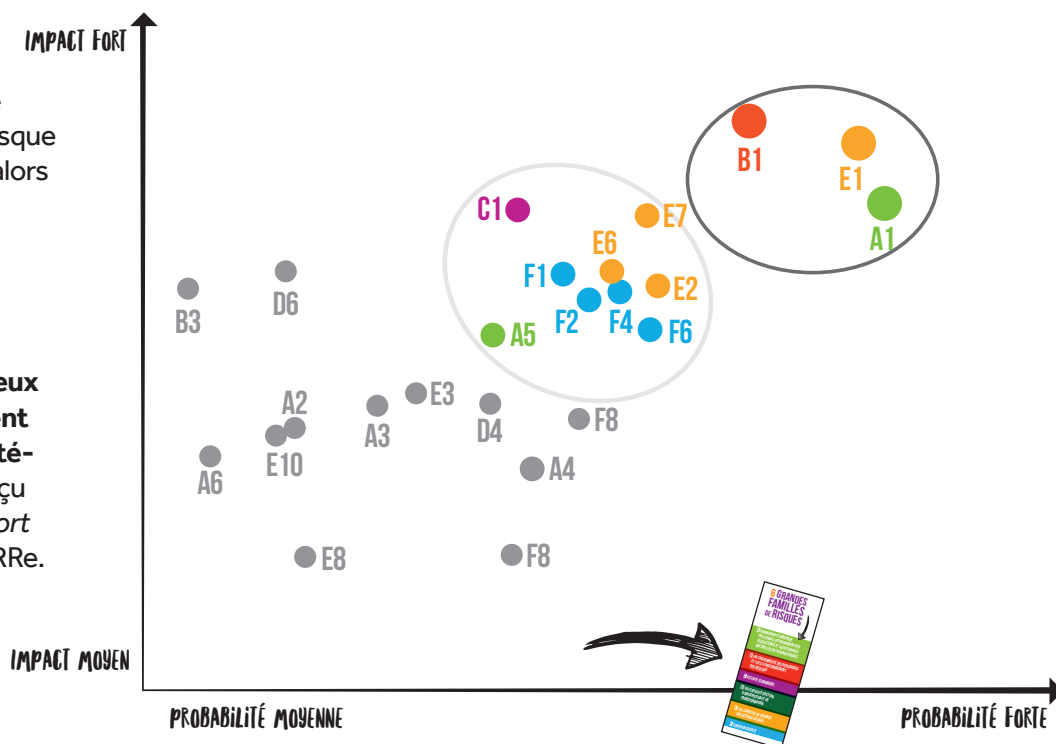


3 RISQUES INQUIÉTANTS JUGÉS À LA FOIS TRÈS PROBABLES

ET À FORT IMPACT POUR LE TERRITOIRE :

(B 1) TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU ; (E 1) DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS ;
(A 1) AUGMENTATION DES CATASTROPHES NATURELLES

C'est une précision de l'enquête : quand un risque était jugé inquiétant, alors l'enquête était invitée à qualifier sa probabilité d'occurrence dans l'aire grenobloise ainsi que la gravité de ses conséquences. Ces deux indicateurs constituent la matrice « probabilité-impact », un outil conçu par le *Global Risks Report* et reproduit par le RARRe.



Au-delà des trois risques qui combinent, d'après les habitants, une forte probabilité d'occurrence pour l'aire grenobloise et des conséquences potentielles importantes (B1, A1 et E1), 4 des 10 risques issus de la famille F sont également mis en lumière par cette matrice : la hausse de la pauvreté, l'accroissement des inégalités, la dégradation du « vivre ensemble » et l'enracinement d'activités illégales ou criminelles.



POUR APPROFONDIR

Pour consulter la liste complète des propositions.
Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

D'autres risques suggérés par les répondants à l'enquête (questions ouvertes)

Une question ouverte invitait les répondants à réagir et à compléter la liste des 44 risques sélectionnés, afin d'interpeller l'équipe du RARRe pour ses versions futures.

Par exemple :

- ⇒ Le risque de guerre, de conflit armé
- ⇒ Le risque d'augmentation des situations de violences et de révoltes
- ⇒ Le risque lié au développement de l'intelligence artificielle (métiers, politique, protection des données...)
- ⇒ Les risques de dégradation des services aux personnes en situation de handicap
- ⇒ Le risque de recul du droit des femmes et des minorités de genre

...

PEUT-ON AGIR, À QUELLE ECHELLE ?

DEUX HABITANTS SUR TROIS CONSIDÈRENT QUE L'ON PEUT AGIR LOCALEMENT SUR LA MAJORITÉ DES RISQUES

Comment est perçue la résilience potentielle ou effective du territoire face à chacun des risques ? Les habitants pensent majoritairement que l'action locale est possible, existante, parfois suffisante, pour lutter contre la manifestation des risques et pour limiter leurs conséquences.

68 % DES HABITANTS PENSENT QU'IL EST POSSIBLE D'AGIR

⇒ Une majorité d'habitants qui ont identifié un risque comme « inquiétant » pense qu'il est possible d'agir.

⇒ 42 % des habitants considèrent que des actions locales existent mais seuls 6 % évaluent ces actions comme étant à la hauteur de la résolution du problème.

⇒ La capacité de réponse locale est jugée plus faible pour les familles C (57 %), B (63 %) et D (65 %) que pour les autres familles (70 % pour E et F, 74 % pour A).

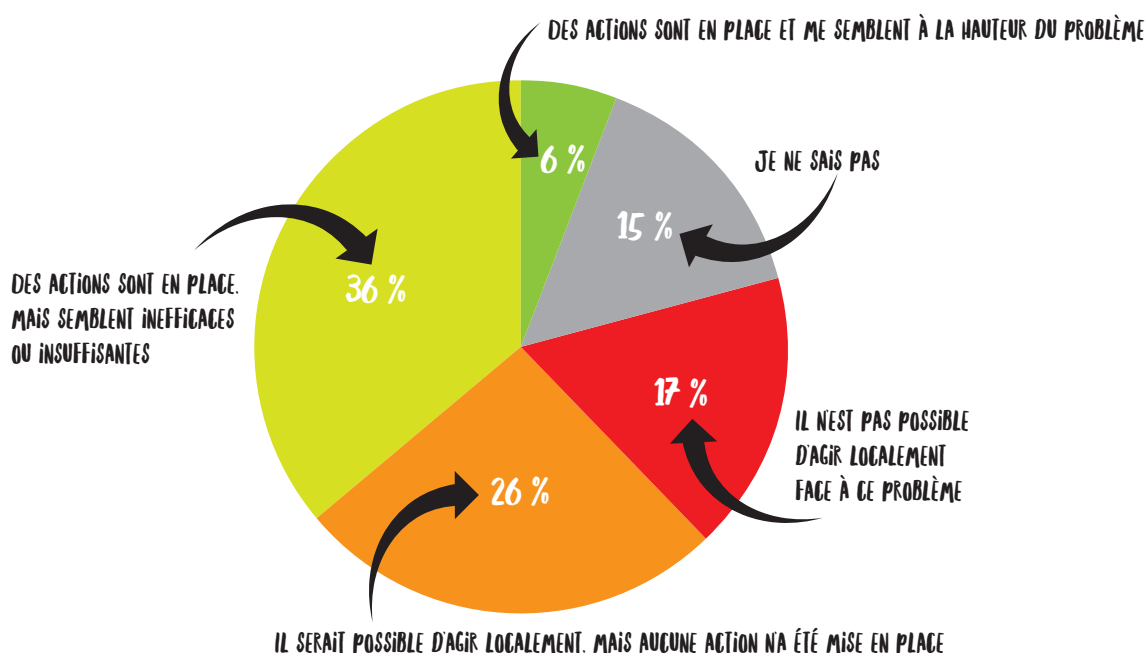


POUR APPROFONDIR

Perception des actions en place pour prévenir et lutter contre les 10 risques considérés comme les plus inquiétants par les habitants). Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

Pensez-vous que des actions permettent déjà de prévenir ces risques et de lutter contre leurs conséquences ?

(Moyenne des réponses pour l'ensemble des risques estimés inquiétants)



3 RISQUES POUR LESQUELS LES HABITANTS ESTIMENT MAJORITAIREMENT QUE DES ACTIONS LOCALES SONT EN PLACE



⇒ 75 % considèrent que l'aire grenobloise dispose d'ores et déjà de moyens pour lutter contre le **risque A4 Dégradation de la qualité de vie en ville due au changement climatique**.

⇒ 61 % mentionnent les actions de **lutte contre le risque E8 Augmentation du coût des déplacements et les difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile**.

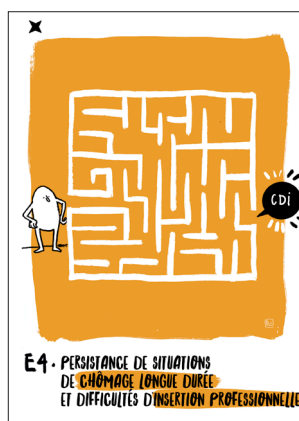
⇒ 57 % identifient des actions locales en faveur de la **lutte contre le risque F2 Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale**.

⇒ Des actions locales sont également reconnues vis-à-vis d'autres risques : **F1 Hausse de la pauvreté, E5 Manque de logements décentes et abordables, D2 Manque de coopération entre acteurs, institutions...**



Ces résultats sont possiblement le reflet des politiques publiques déployées en faveur des transitions au sein de Grenoble-Alpes Métropole, territoire de résidence des habitants enquêtés.

4 RISQUES POUR LESQUELS L'ACTION LOCALE EST JUGÉE PLUTÔT EFFICACE



⇒ En moyenne **12 à 14 % des habitants** pensent que des actions permettent déjà de prévenir ces risques et de lutter contre leurs conséquences (contre 6 % pour les autres risques). Ce sont des risques souvent jugés moins présents et moins inquiétants à l'exception de **A7**.

4 RISQUES POUR LESQUELS L'ACTION LOCALE NE SEMBLE PAS L'ÉCHELLE PERTINENTE



⇒ Les habitants considèrent qu'il est moins adapté d'agir à l'échelon local (qu'à l'échelon national ou international) pour prévenir ces risques et lutter contre leurs conséquences.

⇒ 35 % des enquêtés pensent néanmoins que des actions peuvent être mises en place ou existent déjà pour lutter contre le risque **D5 Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique** (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft...).



LES PRINCIPAUX LEVIERS D' ACTIONS PROPOSÉS PAR LES RÉPONDANTS : CULTURE DES RISQUES ET MOYENS POLITICO-FINANCIERS

En réponse à une question ouverte, certains enquêtés (107 habitants, 10 élus, 10 membres de conseils locaux de développement et 3 dirigeants d'entreprises) ont formulé des pistes d'action pour prévenir certains risques. Elles peuvent se résumer en **4 catégories** :

⇒ **La promotion d'une consommation responsable, locale, sobre et la transition écologique**

⇒ **Le renforcement de l'éducation et la sensibilisation**

⇒ **Une revalorisation sociale et économique**

⇒ **L'engagement politique et démocratique**



POUR APPROFONDIR

Pour consulter toute la liste des propositions.
Voir annexe en ligne sur www.aurg.fr.

PAROLES

Dégradation de l'offre de soins

HABITANT-ES

« Développer les maisons de santé, la prévention dans l'enfance »

Augmentation des catastrophes naturelles liées au changement climatique

HABITANT-ES

« Des informations claires et précises sur le risque climatique et les moyens dont dispose chaque individu pour apporter sa pierre à l'édifice » ; « Former tous les publics sur les risques liés au changement climatique / perte de biodiversité / épuisement des ressources naturelles, et sur les actions de limitation et d'adaptation » ; « Le réchauffement climatique réclamerait la sobriété en urgence »

MEMBRES CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

« Avoir un plan de résilience très rapidement et engager les premières étapes d'adaptation sans attendre »

« Tensions sur les ressources en eau » et « Difficultés d'approvisionnement alimentaire » :

HABITANT-ES

Concernant les ressources en eau, la place des piscines privées et des bornes de lavage est-elle encore justifiée ? »

MEMBRES CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

« Mettre à disposition des terres appartenant à la communauté de communes pour soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs en production biologique et circuits-courts » ; « La consommation d'eau devrait être régulée avec un faible débit »

ÉLU-ES

« Travailler au maximum sur les circuits courts, au niveau local, pour prévenir les risques de rupture d'approvisionnement »



Le RARRe



PARTIE 2

**AU CROISEMENT
DE LA DOCUMENTATION
ET DE LA PERCEPTION**

**6 FAMILLES DE RISQUES
PASSÉES AU CRIBLE**

6 « LIVRETS-RISQUES » COMME RÉFÉRENCE



IDENTIFIER
[LISTE DES RISQUES]



DOCUMENTER
[LIVRETS-RISQUES]



QUESTIONNER
[ENQUÊTE]



DÉBATTRE
[FORUM]



RESTITUER
[RAPPORT]

Pour mémoire, la démarche d'exploration des 44 risques et vulnérabilités identifiés en 2022 par le groupe de travail de l'Atelier des Futurs et regroupés en 6 familles, repose à la fois sur la phase d'enquête précédemment exposée et sur une phase de documentation. Cette dernière a donné lieu à la rédaction de **6 livrets** (un par famille de risques), réunissant des fiches pour chacun des 44 risques. C'est un premier matériau, forcément incomplet, qui permet toutefois de se faire une première idée de la situation actuelle et probable de l'aire grenobloise face aux risques qui l'affectent ou l'affecteront.

Il est particulièrement intéressant de réunir les résultats de ces deux phases, l'une « objective », l'autre « subjective », et d'en tenter une analyse croisée, réalisée de la manière la plus rigoureuse possible par l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, dans la limite de ses ressources et du temps disponible.

Qu'apprenons-nous du croisement entre les connaissances rassemblées dans les livrets-risques et la perception des risques révélée par l'enquête entre « déjà là » et « inquiétants » pour le futur ? Les synthèses ci-après présentent l'essentiel des constats, « ce que nous retenons ».

Il n'y a pas de vérité absolue, surtout dans un monde en transformation. Comme tout choix, ceux que nous avons faits sont forcément sélectifs et constituent un premier niveau d'approche du sujet. Nous vous invitons à les prendre comme un point de départ (un matériau de référence) pour une démarche qui doit s'améliorer et monter en puissance sur le plan scientifique.



DES RÉSULTATS À PRENDRE AVEC PRUDENCE

La rédaction des livrets-risques a mis en exergue des manques d'informations.

Pour la première édition du RARRe, la **documentation locale des risques s'est appuyée principalement sur les études et bases de données locales disponibles à l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise**, ainsi que sur l'exploitation de la presse locale. Nous n'avons pas mobilisé de chercheurs ou d'experts extérieurs.

Si minutieux soit-il, le travail de documentation s'est quasi systématiquement heurté **au manque d'informations locales concernant les évolutions futures, à l'exception de certains risques liés aux impacts du changement climatique**. Toutefois, des études nationales ou le *Global risks report* ont souvent pu nous donner des tendances d'évolution auxquelles se référer.

Parmi les 44 risques identifiés, les **manifestations locales de 21 d'entre eux ont été difficiles à caractériser, faute d'informations**. Beaucoup sont documentées à l'échelle nationale, comme la fragilisation de certains services publics ou de la cohésion sociale, la dépendance vis-à-vis du numérique ou de chaînes d'approvisionnement mondialisées.



POUR APPROFONDIR

Lire les livrets-risques sur www.aurg.fr.

LÉGENDE DES TABLEAUX DANS LES PAGES SUIVANTES



RÉALITÉ LOCALE
LIVRETS-RISQUES



PERCEPTION DES HABITANTS
ENQUÊTE



AGGRAVATION



DIMINUTION



MANQUE
D'INFORMATION

LA FAMILLE DE RISQUES



CHANGEMENT CLIMATIQUE,
POLLUTIONS,
EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES
ET CATASTROPHES NATURELLES
OU TECHNOLOGIQUES

La famille **A** questionne les conséquences locales de la crise écologique planétaire, des pollutions, des accidents technologiques ou industriels sur : les risques naturels ; l'activité économique (ex. filière bois, sports d'hiver) ; l'agriculture ; la production énergétique (ex. réduction des capacités de production hydroélectrique lors des longs épisodes de sécheresses) ; la santé publique ; la qualité de vie en ville.

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



AUJOURD'HUI
RISQUE DÉJÀ LÀ ?



DEMAIN
RISQUE INQUIÉTANT ?



		+	++	+++	
A1	AUGMENTATION DES CATASTROPHES NATURELLES	++	74 %	↗	43 %
A2	FRAGILISATION DE FILIÈRES ÉCONOMIQUES OU DE CAPACITÉS DE PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE	++	45 %	↗	37 %
A3	DÉGRADATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES POPULATIONS	++	56 %	↗	42 %
A4	DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE VIE EN VILLE	++	62 %	↗	41 %
A5	DÉGRADATION DES MILIEUX NATURELS ET DES SERVICES QU'ILS RENDENT	++	59 %	↗	41 %
A6	RÉDUCTION DES CAPACITÉS LOCALES DE PRODUCTION AGRICOLE & ALIMENTAIRE	++	34 %	↗	42 %
A7	RISQUES TECHNOLOGIQUES & INDUSTRIELS	+	31 %	?	43 %

NOTA : faute d'études, nous manquons d'informations locales pour les risques A5 et A7.

CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **Tous ces risques sont déjà une réalité**, avec de nombreuses manifestations qui s'aggravent : **canicules majeures et épisodes de sécheresse** depuis la fin des années 2010 ou encore, **progression des vecteurs de nouvelles maladies** (moustiques tigres, tiques) **ainsi que des allergies aux pollens**.

⇒ **Avec 6 risques sur 7 dans le top 10 des risques jugés les plus inquiétants par les habitants : la perception des habitants semble en accord avec le constat de la fiche-risque.**

⇒ Pour les habitants, **les catastrophes naturelles sont l'un des trois risques présentant à la fois une probabilité et un impact très élevés**. La médiatisation des événements climatiques extrêmes, tels que les méga-feux pendant les canicules de l'été durant lequel l'enquête a été menée, a probablement contribué à ancrer dans l'esprit des habitants une conscience aiguë de la réalité de ces phénomènes.

⇒ **Les impacts du changement climatique en matière économique, agricole et alimentaire sont perçus comme « déjà là » par une minorité** de répondants alors qu'**ils affectent déjà la pérennité de certaines activités touristiques** (stations de ski de moyenne montagne), **énergétiques** (baisse notable de la production hydroélectrique en 2022 en raison de la sécheresse) et **économiques** (filière bois impactée par un accroissement de la mortalité de certaines espèces d'arbres). De plus, les épisodes de sécheresse, de gel tardif ou de forts orages touchent de nombreuses filières agricoles locales par ailleurs fragilisées par l'évolution défavorable des prix et des coûts de production, la concurrence foncière avec d'autres activités et la baisse du nombre d'exploitations.

⇒ **Les risques technologiques et industriels sont une réalité pour 31 % des enquêtés et ils figurent en 5^e position des risques jugés les plus inquiétants (53 % des enquêtés)**. Même si la région grenobloise a connu (et connaîtra) des accidents industriels (dont l'explosion sur la plateforme chimique de Jarrie le 10 novembre 2022), l'existence de mesures réglementaires strictes semble rassurer les habitants : c'est le risque pour lequel ils pensent le plus que des actions sont en place et à la hauteur du problème. En effet, de nombreux outils de prévention et de contrôle des installations industrielles à risque sont portés par les services de l'État qui conduisent par ailleurs régulièrement des campagnes de communication sur la conduite à tenir en cas d'accident.



QUELLES PERSPECTIVES ?

⇒ **Les manifestations de certains risques pourraient changer d'échelle :**

épisodes de sécheresses / canicules plus intenses, longs et nombreux ; risques accrus d'incendies voire de méga-feux de forêt ; épisodes de pluies diluviennes et leurs conséquences en termes de crues torrentielles ou de glissements de terrains.

⇒ Au niveau national, le Haut Conseil pour le Climat invite les acteurs à prendre l'année 2022 comme référence d'une année moyenne d'ici 15 à 20 ans⁵. **Par effet domino, des extrêmes impacteront fortement la qualité de vie en ville et la santé publique.**

On peut supposer que les conséquences seront également marquées tant pour les milieux naturels que pour les capacités de production agricole locale.



L'AIRE GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

⇒ Du fait de sa géographie, **l'aire grenobloise est particulièrement exposée à l'aggravation des risques naturels liés au changement climatique et à leurs conséquences sur la dégradation de la vie en ville :** « effet cuvette » qui aggrave le phénomène d'îlot de chaleur urbain ; grands massifs forestiers de plus en plus sensibles aux incendies ; topographie pouvant aggraver certains risques naturels (chutes de blocs, glissements de terrains).

⇒ **Des filières importantes dans l'économie locale sont exposées :** tourisme hivernal, hydroélectricité, bois, agriculture...

⇒ **Inversement, la dégradation des milieux naturels pourrait être moins marquée qu'ailleurs** en raison de la topographie, de la grande variété d'écosystèmes présents, de la part importante d'espaces naturels protégés et de pratiques agricoles moins consommatrices de pesticides.

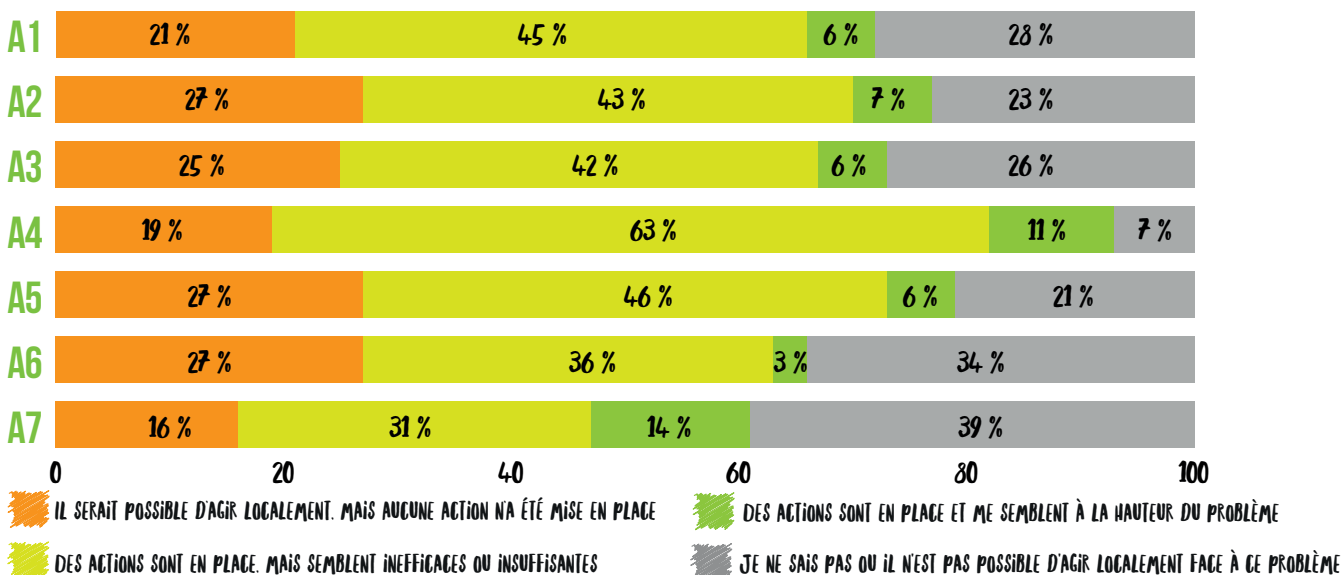
⇒ **Le soutien des collectivités territoriales au développement des filières locales / en circuit court** pourrait favoriser l'adaptation de l'agriculture.

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

La capacité d'action des acteurs locaux perçue par les habitants varie beaucoup d'un risque à l'autre.

⇒ **93 % des habitants pensent qu'on pourrait agir** ou qu'on agit déjà localement contre le risque **A4** Dégradation de la qualité de vie en ville.

⇒ **Ils ne sont plus « que » 61 % à penser qu'on pourrait agir ou qu'on agit déjà localement contre les risques A7 Technologiques et industriels.** Toutefois c'est le risque pour lesquels habitants estiment le plus que les actions sont à la hauteur du problème (14 %).



LES ENQUÊTÉS FONT DES PROPOSITIONS

Quelques exemples

RISQUES COMPLÉMENTAIRES

>Risques liés aux installations nucléaires

ACTIONS PROPOSÉES

>Sensibilisation massive du public aux enjeux climatiques et de la biodiversité

>Soutien public à l'agriculture locale

>Végétalisation renforcée des villes

>Généralisation des systèmes de refroidissement alternatifs à la climatisation dans l'habitat (ex. puits provençaux)

>Limitation de la prolifération des « nuisibles » en ville (rats, pigeons...) pour lutter contre les risques sanitaires

...

LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) DISPONIBILITÉ
DES RESSOURCES ET
(DYS) FONCTIONNEMENT
DES RÉSEAUX

La famille **B** traite des risques d'indisponibilité ou de hausse des prix des ressources majeures (eau, alimentation, énergies, matières premières, foncier) et des risques d'interruption des réseaux et systèmes critiques (approvisionnement en eau potable et traitement des eaux usées, réseaux électriques ou gaziers, infrastructures et services de transports, réseaux de télécommunication...). Cette famille interroge plus largement les situations de précarité alimentaire et énergétique ainsi que le risque de cyberattaques.

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



AUJOURD'HUI
RISQUE DÉJÀ LÀ ?



DEMAIN
RISQUE INQUIÉTANT ?



		++	52 %	↗	55 %
B1	TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU				
B2	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE	+	22 %	↗	51 %
B3	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE	+	39 %	↗	45 %
B4	DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT EN MATÉRIAUX ET MATIÈRES PREMIÈRES	+	48 %	↗	37 %
B5	TENSIONS SUR L'USAGE DU FONCIER (TERRAINS DISPONIBLES POUR L'AGRICULTURE, L'ÉCONOMIE, LE LOGEMENT)	++	48 %	↗	31 %
B6	DÉGRADATION OU INTERRUPTION DES RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	+	22 %	↗	36 %
B7	DYSFONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATION (INTERNET, TÉLÉPHONE...) ET CYBERATTQUES	+	30 %	↗	37 %

NOTA : faute de données locales, nous manquons de documentation sur les risques B2, B4, B6 et B7.

CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **Tous ces risques sont déjà présents mais leurs manifestations sont ponctuelles**, aucune interruption significative de tout ou partie des approvisionnements ou des réseaux n'étant intervenue sur le territoire.

⇒ **Pour les habitants, ces risques sont déjà là, mais dans une moindre mesure que les autres**. Trois risques sont toutefois considérés comme une réalité par une moitié des habitants et figurent dans **le trio de tête des risques jugés les plus inquiétants à horizon 10 ans**.

⇒ **Le risque de tensions sur l'eau est perçu comme le plus inquiétant**. Les épisodes de sécheresse se traduisent par de nombreuses restrictions d'usage (y compris pour l'irrigation des cultures). En 2022, des coupures d'eau potable localisées sont intervenues. La médiatisation intense des canicules pendant l'été 2023, lorsque l'enquête a été menée, a pu renforcer la perception de ce risque comme « déjà là » et « inquiétant ».

⇒ **Le risque de rupture d'approvisionnement en matériaux et matières premières est devenu ponctuellement une réalité lors de la crise Covid**, assortie de hausses de prix pénalisant certains secteurs d'activité économiques dont le BTP.

⇒ **Le risque de tension sur l'usage du foncier** est mis en avant par les collectivités et le monde économique qui alertent sur la **raréfaction croissante de terrain disponible** pour l'accueil des activités et la construction de logements notamment sociaux, en particulier dans les territoires les plus urbanisés. **Pourtant ce risque n'est perçu comme inquiétant que par 31 % des habitants**. Alors que les évolutions réglementaires (ZAN : Zéro artificialisation nette) incitent à un changement du modèle de développement urbain, les freins économiques et sociétaux sont bien identifiés : contestation de la densification, persistance du rêve de la maison individuelle, coût plus élevé du renouvellement urbain par rapport à l'extension, difficultés de restructuration des zones économiques et commerciales accrues...

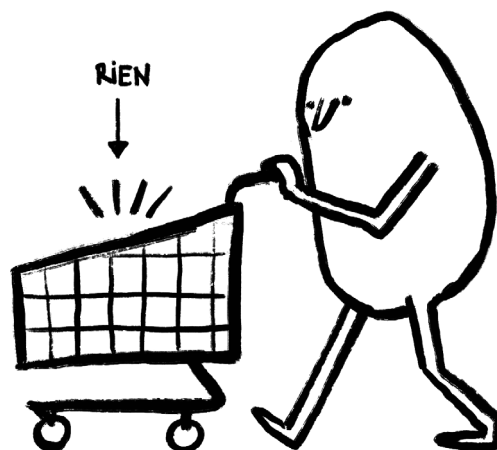
⇒ **La perception des autres risques est moindre**. Pour autant, **la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie** depuis 2021/2022 pénalise les plus pauvres ainsi que de nombreuses entreprises et services publics. **Les réseaux et infrastructures de transport sont régulièrement impactés par les événements météorologiques** : la voie ferrée Grenoble – Lyon a été fortement perturbée du 4 au 16 juin 2023 en raison de plusieurs glissements de terrains ; les tramways de Grenoble ont été interrompus plusieurs heures en juillet 2023, à cause de la chaleur. Enfin, les cyberattaques semblent de plus en plus nombreuses.

⇒ Tous les risques liés à l'**alimentation (B2)**, à l'**énergie (B3)** et aux **matières premières (B4)**, sont susceptibles de s'aggraver, d'autant qu'ils dépendent de chaînes mondialisées.

⇒ Les tensions sur les ressources en eau **(B1)** risquent de s'accroître du fait de la multiplication des épisodes de sécheresse, de l'augmentation de la demande industrielle (par ex. de la part de la filière de puces électroniques) et de l'accumulation de polluants chimiques.

⇒ Les conséquences du changement climatique risquent d'impacter les capacités locales de production alimentaire **(B2)** et énergétique **(B3)** mais aussi le fonctionnement des réseaux et infrastructures de transport **(B6)**. Ces dernières sont fragilisées par la baisse des moyens financiers dont disposent les acteurs publics **(B1)**, ce qui peut se répercuter sur leur niveau d'entretien.

⇒ Enfin, le développement des cyberattaques **(B7)** est pointé comme un risque susceptible de s'aggraver dans les dernières éditions du *Global Risks Report*.



L'AIRE GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

⇒ L'aire grenobloise dispose globalement d'une **ressource abondante en eau, mais celle-ci est inégalement répartie** : certains territoires sont alimentés par les nappes alluviales du Drac et de la Romanche, d'autres ont de plus faibles ressources (Bièvre, Chartreuse, etc.) et sont plus concernés par les épisodes de sécheresse. Les collectivités développent des interconnexions entre leurs réseaux afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable.

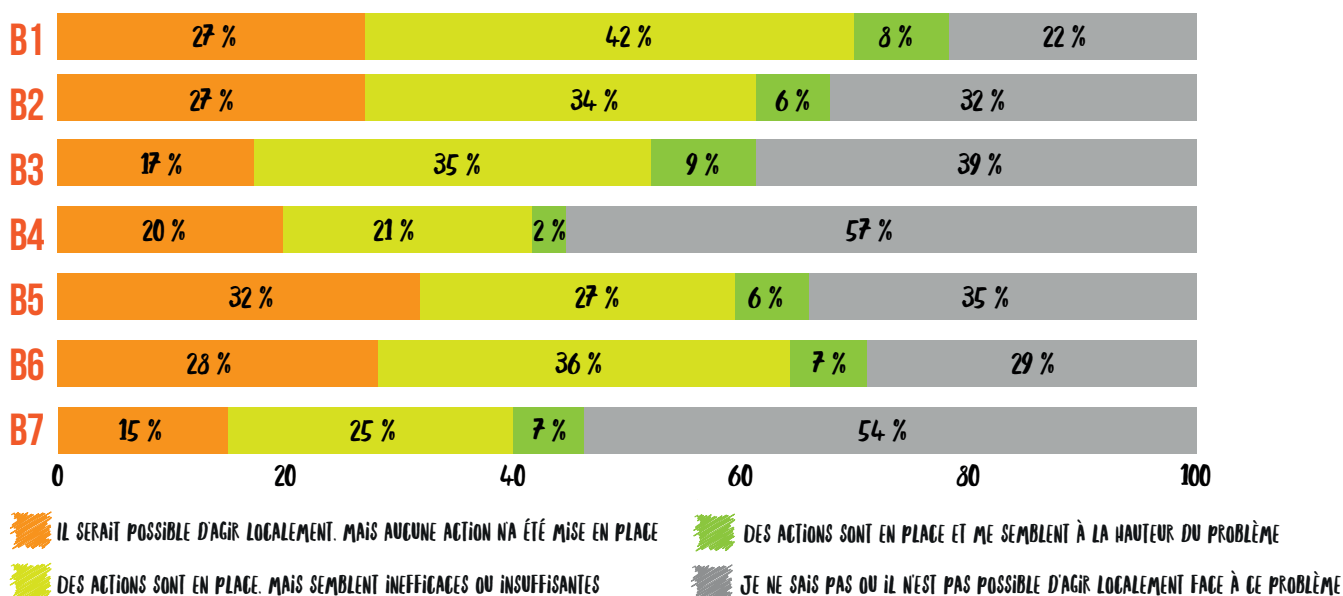
⇒ Le potentiel de production en **bois-énergie et en hydroélectricité** est important mais la production locale est loin de couvrir toute la demande en énergie du territoire.

⇒ Dans un contexte géographique contraint (activités et infrastructures sont concentrées dans des vallées exposées) et avec un cadre réglementaire qui incite de plus en plus au renouvellement urbain, **l'aire grenobloise paraît plus sensible aux risques de raréfaction du foncier et d'interruption des réseaux et services de transport.**

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

⇒ La capacité d'action des acteurs locaux est perçue **comme faible** concernant les difficultés d'approvisionnements en matériaux et matières premières (B4) ainsi que les dysfonctionnements des réseaux de télécommunication et cyberattaques (B7).

⇒ Elle est perçue comme plus élevée pour les autres risques en particulier les tensions sur les ressources en eau (B1).



LES ENQUÊTÉS FONT DES PROPOSITIONS

Quelques exemples

RISQUES COMPLÉMENTAIRES

>Pollution de l'eau par les résidus de médicaments

ACTIONS PROPOSÉES

>Économiser la ressource en eau, y compris en régulant les consommations

>Développer la solidarité pour que tout le monde ait accès à l'alimentation en privilégiant le bio, le local

>Promouvoir la sobriété, changer les modes de consommation et d'alimentation (ex. baisse consommation de viande), sortir de la surconsommation

>Mettre en œuvre des mesures inspirées du scénario Négawatt pour économiser l'énergie et favoriser la production renouvelable.

>Passer d'une société productiviste à une société vivrière

...

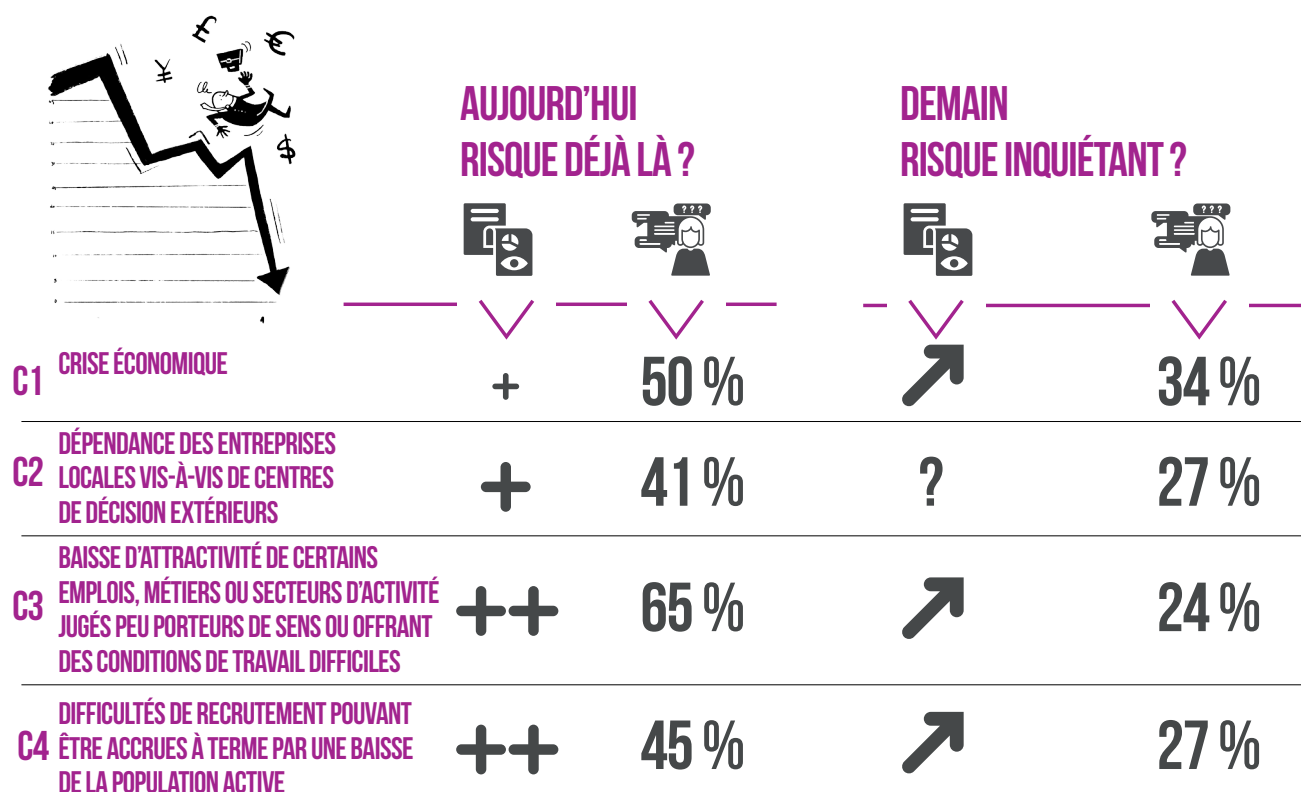
LA FAMILLE DE RISQUES



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La famille **C** traite des risques pouvant impacter l'économie locale, dans le contexte de la conjoncture internationale (crise économique ou difficultés majeures touchant une ou plusieurs grandes filières économiques locales) mais aussi de difficultés de recrutement. Certains risques associés à d'autres familles peuvent également toucher l'activité économique locale : ruptures d'approvisionnement et de réseaux critiques, impacts du changement climatique sur les filières exposées).

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



NOTA : faute de données, nous manquons d'informations locales pour les risques C2 et C3.

CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **50 % des habitants pensent que le risque de crise économique est déjà là.**

Pourtant, **l'économie de l'aire grenobloise est actuellement en très bonne santé** malgré des difficultés pouvant toucher certains secteurs ou filières comme le BTP ou la nuculture. Ce constat est notamment illustré par un **taux de chômage au plus bas depuis les années 1980 et inférieur à la moyenne nationale.**

⇒ **À l'inverse, moins de la moitié des répondants estiment que les difficultés de recrutement sont une réalité.**

Or les données de Pôle Emploi soulignent qu'elles sont **importantes dans de nombreux secteurs d'activité** (comptabilité-gestion, informatique, ingénieurs industriels, métiers du soin...). Ces difficultés peuvent d'ailleurs traduire **le manque d'attractivité ou la perte de sens de certains métiers**, un risque perçu comme déjà là par **65 % des habitants.**

⇒ **Seulement 41 % des habitants pensent que le risque de dépendance des entreprises vis-à-vis de centres de décision extérieurs est déjà là. Or c'est le cas pour de nombreuses d'entre elles**, cf. les récents rachats engendrant des difficultés sociales ou économiques (ex. acquisition du groupe hospitalier mutualiste par Avec). Ce risque doit toutefois être nuancé par l'attractivité de l'aire grenobloise : collaboration avec les organismes de recherche, ressource en eau pure, écosystème d'innovation, soutien des collectivités...



⇒ Ces risques sont jugés parmi les moins inquiétants par les habitants. Pour autant, le **Global Risks Report 2024** souligne les menaces qui pèsent sur l'économie mondiale à horizon 10 ans, qui rendent plausible l'émergence d'une nouvelle crise économique (C1) avec, potentiellement, un impact plus fort qu'ailleurs.

⇒ L'étude prospective « Métiers 2030 » souligne que les difficultés de recrutement (C4) pourraient s'aggraver dans plusieurs métiers déjà en tension dans l'aire grenobloise, qui jouent un rôle important dans son économie. Certains de ces métiers sont au cœur des moteurs économiques de l'aire grenobloise.

⇒ La concentration, la financiarisation et la mondialisation des activités économiques risquent d'accroître la dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs (C2), sauf si l'aire grenobloise conserve ses atouts d'attractivité économique spécifiques, notamment son écosystème d'innovation.

L'AIRE GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

⇒ L'aire grenobloise a été plus fortement et plus longtemps impactée par la crise économique mondiale de 2008 que les autres grandes métropoles françaises. Toutefois, même au plus fort de la crise, son taux de chômage est resté nettement en dessous de la moyenne nationale.

⇒ L'aire grenobloise semble également plus concernée qu'ailleurs par les difficultés de recrutement dans les métiers en tension, mais aussi par la perte de sens de certains métiers qui deviennent moins attractifs.

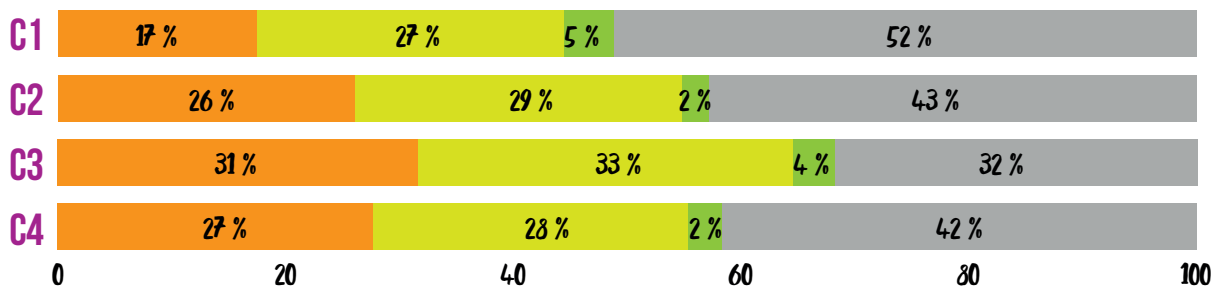
⇒ Les impacts négatifs de la dépendance des activités économiques locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs sont probablement atténués par le fait que beaucoup de ces entreprises se sont implantées dans l'aire grenobloise pour bénéficier des atouts spécifiques de ce territoire.

⇒ Le potentiel de production en bois-énergie et en hydroélectricité est important mais la production locale est loin de couvrir toute la demande en énergie du territoire. De plus, elle s'avère sensible aux effets du changement climatique.

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

⇒ La capacité d'action des acteurs locaux est jugée plutôt faible sur la question de la crise économique (C1).

⇒ Elle est perçue comme plus forte sur les autres risques, en particulier sur la baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité (C3).



IL SERAIT POSSIBLE D'AGIR LOCALEMENT. MAIS AUCUNE ACTION N'A ÉTÉ MISE EN PLACE

DES ACTIONS SONT EN PLACE ET ME SEMBLENT À LA HAUTEUR DU PROBLÈME

DES ACTIONS SONT EN PLACE. MAIS SEMBLENT INEFFECTIVES OU INSUFFISANTES

JE NE SAIS PAS OU IL N'EST PAS POSSIBLE D'AGIR LOCALEMENT FACE À CE PROBLÈME

LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) CAPACITÉ
D'ACTION,
D'ANTICIPATION
ET DE TRANSFORMATION

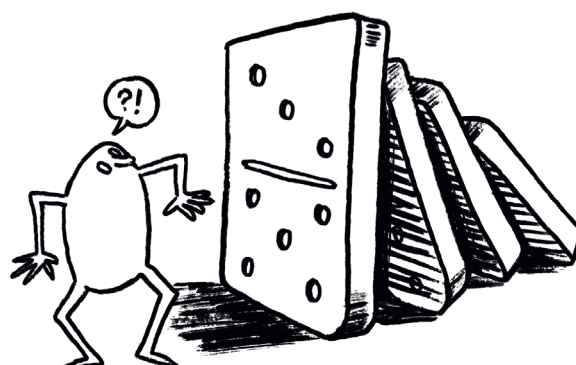
La famille **D** traite des risques susceptibles de limiter la capacité des acteurs publics ou privés à anticiper les problèmes à venir, à se préparer pour faire face aux crises actuelles et futures.

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



	AUJOURD'HUI RISQUE DÉJÀ LÀ ?		DEMAIN RISQUE INQUIÉTANT ?	
				
D1 BAISSÉ DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DONT DISPOSENT LES ACTEURS PUBLICS	++	62 %	↗	29 %
D2 MANQUE DE COOPÉRATION ENTRE ACTEURS, ENTRE INSTITUTIONS, ENTRE TERRITOIRES	+	50 %	?	30 %
D3 INCAPACITÉ DES ACTEURS PUBLICS OU PRIVÉS À GÉNÉRER DE LA CONFIANCE OU DE L'ADHÉSION	++	58 %	↗	29 %
D4 PRÉDOMINANCE DE LA VISION À COURT TERME, INCAPACITÉ À SE PROJETER VERS D'AUTRES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT	++	62 %	?	34 %
D5 DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES GRANDS ACTEURS DU NUMÉRIQUE	++	64 %	↗	28 %
D6 MANQUE DE PRÉPARATION FACE À CERTAINS RISQUES CONNUS OU ÉMERGENTS	++	47 %	↘	39 %

NOTA : la totalité des risques de la famille D est concernée par un manque d'informations locales.



CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **La dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique** se classe au 10^e rang des risques perçus comme « déjà là » par les habitants de l'aire grenobloise.

Ce risque, avéré à l'échelle nationale et internationale, est largement documenté.

⇒ **La prédominance d'une vision à court terme est largement perçue par les habitants comme étant déjà là**, ce qui est moins le cas du **manque de préparation face à certains risques** connus ou émergents. Pourtant, le Haut Conseil pour le Climat a souligné combien l'année 2022 avait montré, au niveau national, **notre manque de préparation face à une accumulation d'événements météorologiques** jusque là

jugés improbables. Dans l'aire grenobloise, les incendies et la sécheresse majeure de 2022 en témoignent.

⇒ **62 % des habitants** pensent que la dégradation de la situation financière des collectivités territoriales est déjà une réalité. Les acteurs publics locaux sont en effet **pris en tenaille entre des dépenses en hausse** (inflation, nouvelles attributions et normes édictées par l'État, besoins croissants d'entretien des infrastructures et du patrimoine) **et des recettes qui ne suivent pas forcément au même rythme.**

⇒ **La capacité d'anticipation et de préparation face aux risques questionne aussi les coopérations** entre collectivités et

territoires de l'aire grenobloise.

Si de nombreuses coopérations thématiques existent, les chercheurs locaux qui ont contribué au bilan de la mise en œuvre du SCoT (2018) appellent à renforcer la gouvernance et les solidarités interterritoriales pour faire face aux défis à venir. Ce risque est toutefois moins perçu comme étant déjà là par les habitants.

⇒ **La défiance qui affecte certains acteurs publics ou privés**, un risque perçu comme déjà là par 58 % des habitants, peut également être un frein, même si elle concerne plus fortement l'État que les collectivités territoriales.

QUELLES PERSPECTIVES ?

⇒ **La famille D présente peu de risques jugés inquiétants** par les habitants. Cette dynamique pourrait refléter une confiance relative dans la capacité d'action face aux risques. En effet, pour **35 risques sur les 44 (soit 80 %)**, une majorité d'habitants considère que des actions sont en place.

⇒ **On peut penser que le RARRe et les démarches prospectives en cours permettront d'améliorer la préparation aux risques** susceptibles de menacer nos territoires (D6). Reste à savoir si cette prise de conscience débouchera sur le **renforcement des coopérations entre acteurs (D2)** et une vision

partagée du futur dans un contexte prévisible de baisse des moyens des acteurs publics et de défiance vis-à-vis des acteurs publics ou privés (développement du complotisme et de la désinformation, hausse des inégalités et de la polarisation sociale).

L'AIRe GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

⇒ **La bonne santé économique du territoire et sa croissance économique** (génératrice de recettes fiscales) protège partiellement les collectivités locales de la baisse des dotations publiques (D1).

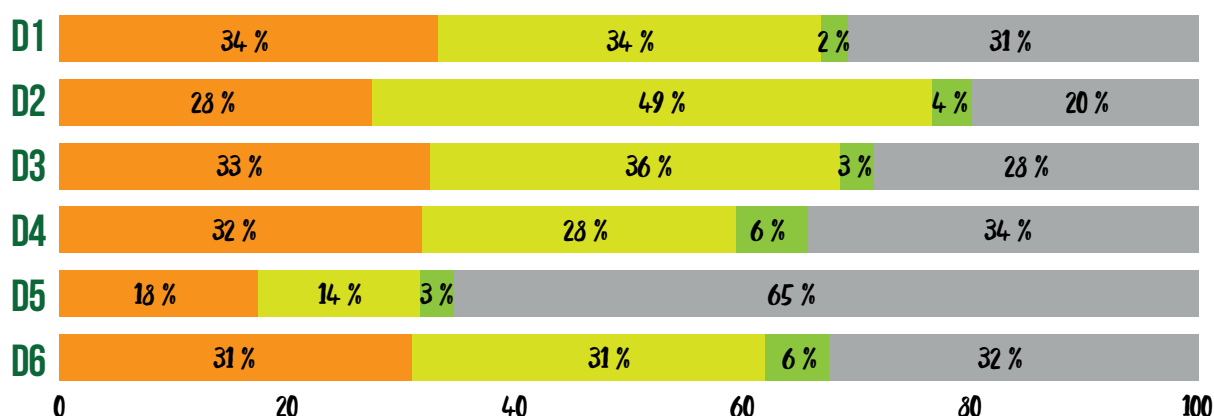
⇒ **Le taux de participation au premier tour des présidentielles de 2022 (supérieur de 4,5 points à la moyenne nationale)** donne à penser que le territoire pourrait être moins impacté par la défiance vis-à-vis des institutions publiques (D3).

⇒ **Enfin, les démarches de transition et les réflexions prospectives portées localement par les collectivités** donnent à penser que les acteurs publics de l'aire grenobloise se questionnent sur la transformation des modèles de développement (D4) et cherchent à anticiper les nouveaux risques (D6).

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

⇒ Une très large majorité d'habitants pense qu'il existe des leviers d'action locaux pour faire face à ces risques, à l'exception de la dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique (D5).

⇒ De nombreuses propositions d'action ont été suggérées par les habitants, avec un appel à repenser la gouvernance et l'implication des citoyens pour aller vers une meilleure prise en compte des enjeux de long terme.



IL SERAIT POSSIBLE D'AGIR LOCALEMENT. MAIS AUCUNE ACTION N'A ÉTÉ MISE EN PLACE

DES ACTIONS SONT EN PLACE ET ME SEMBLENT À LA HAUTEUR DU PROBLÈME

DES ACTIONS SONT EN PLACE. MAIS SEMBLENT INEFFICACES OU INSUFFISANTES

JE NE SAIS PAS OU IL N'EST PAS POSSIBLE D'AGIR LOCALEMENT FACE À CE PROBLÈME

LES ENQUÊTÉS FONT DES PROPOSITIONS

Quelques exemples

RISQUES COMPLÉMENTAIRES

> Menaces sur la démocratie et la qualité du débat public (face à la montée des extrêmes, la perte d'indépendance des médias, le complotisme...)

ACTIONS PROPOSÉES

> Définir et mettre en œuvre des stratégies / des plans d'actions qui dépassent la durée du mandat électoral

> Renforcer l'implication citoyenne

> Soutenir le débat public, former les élus

> Créer une « red team » à l'échelle de l'aire grenobloise (ndlr - cellule de réflexion impliquant notamment des artistes et auteurs de science-fiction pour aider à élargir le champ des risques à anticiper et des réponses possibles).

> Améliorer notre préparation face aux risques suivants : séisme, accident nucléaire, guerre / invasion armée

...

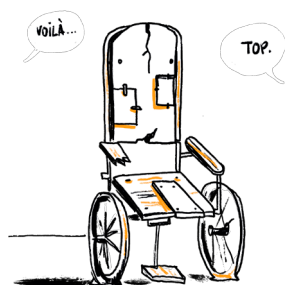
LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) CAPACITÉ
DE RÉPONSE AUX
BESOINS SOCIAUX

La famille **E** traite des difficultés de réponse aux besoins sociaux engendrées par la dégradation des services publics (éducation, santé, justice, police...) et les difficultés d'accès au logement, à l'emploi ou aux droits. Elle questionne plus largement la mise en œuvre de certaines politiques de transition écologique ou numérique susceptibles de fragiliser indirectement certains publics.

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



AUJOURD'HUI RISQUE DÉJÀ LÀ ?



DEMAIN RISQUE INQUIÉTANT ?



E1	DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS	++	86 %	↗	38 %
E2	HAUSSE DU NOMBRE DE PERSONNES EN DEMANDE DE SOINS	++	65 %	↗	37 %
E3	DÉGRADATION DE LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES VULNÉRABLES	++	62 %	↗	34 %
E4	PERSISTANCE DE SITUATIONS DE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE ET DE DIFFICULTÉS D'INSERTION PROFESSIONNELLES	++	46 %	?	29 %
E5	MANQUE DE LOGEMENTS DÉCENTS ET ABORDABLES	++	52 %	↗	31 %
E6	FRAGILISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET DE FORMATION	++	72 %	↗	33 %
E7	FRAGILISATION DE LA JUSTICE ET DE LA POLICE	++	74 %	?	34 %
E8	AUGMENTATION DU COÛT DES DÉPLACEMENTS ET DIFFICULTÉS À METTRE EN PLACE DES ALTERNATIVES À L'AUTOMOBILE	++	49 %	↗	33 %
E9	DIFFICULTÉS D'ACCÈS ET D'USAGE DU NUMÉRIQUE	+	21 %	?	26 %
E10	DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS ET AUX DROITS	+	47 %	?	33 %

NOTA : les risques E2, E6, E7 et E10 sont principalement documentés à l'échelle nationale.

CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **Tous ces risques peuvent être considérés comme déjà là.**

⇒ **La dégradation de l'offre de soins (E1) est en 1^{ère} position des risques perçus comme une réalité** par tous les panels de l'enquête. Cette perception reflète la **réalité d'un système hospitalier** local en crise qui se double d'une difficulté croissante à obtenir un rendez-vous médical ou à trouver un médecin traitant. Ce risque est alimenté **à la fois par les difficultés de recrutement** (fin août 2023, 200 lits étaient fermés au CHU Grenoble Alpes faute de personnel), **l'arrivée à l'âge de la retraite de nombreux médecins et professionnels et une hausse de la demande de soins (E2)** liée au vieillissement de la population, à l'augmentation du nombre d'affections de longue durée et à la dégradation de la santé mentale.

⇒ **La prise en charge des personnes vulnérables (E3)** se dégrade d'autant plus, avec une saturation des institutions concernées (accueil ou aide à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap, aide sociale à l'enfance...).

⇒ **La fragilisation de la police et de la justice (E7) se situe en deuxième position des risques perçus comme déjà là par les habitants.** Cela rejoint les constats effectués à l'échelle nationale sur les démissions, difficultés de recrutement et dysfonctionnements dont souffrent les forces de police ainsi que sur la surcharge des tribunaux. Localement, la presse locale évoque régulièrement la surpopulation de la prison de Varcès, le manque de moyens du tribunal de Grenoble, les difficultés

et protestations des policiers, ou le manque d'attractivité de l'aire grenobloise pour ces derniers.

⇒ **Le risque de fragilisation du système éducatif et de formation (E6) est également une réalité pour 72 % des habitants.** Cette perception rejoint les constats nationaux sur les difficultés de recrutement et la dégradation des conditions de travail des enseignants, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, etc.

⇒ **Le manque de logements décents et abordables (E5) est perçu avec moins d'acuité par les habitants** : il est déjà là pour 52 % d'entre eux alors que l'ensemble des acteurs locaux et nationaux du secteur alertent sur une potentielle « bombe sociale ». On constate une saturation totale des dispositifs d'hébergement d'urgence, un décalage croissant entre l'offre et la demande de logement social mais aussi un écart croissant entre le coût des logements et le revenu des ménages qui exclut une frange croissante de la population de l'accession ou de la location dans le parc privé. Par ailleurs, **alors que la demande de logement reste soutenue, la production neuve est en baisse depuis plus de 15 ans** et tend à diminuer encore sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et du coût des matières premières.

⇒ **L'augmentation du coût des déplacements et les difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile (E8) n'est perçue comme déjà là que par 49 % des habitants**, malgré les inquiétudes et protestations qu'a pu susciter la zone à faible émission mobilité (ZFE-m). La voiture reste utilisée

pour plus de 80 % des déplacements de plus de 10 km avec un coût d'usage qui augmente plus vite que l'inflation, et l'offre de transports collectifs a peu évolué depuis le milieu des années 2010 (expression des difficultés financières des autorités organisatrices de la mobilité).

⇒ **Moins de la moitié des habitants perçoit comme « déjà là » les difficultés d'accès aux services publics et aux droits (E10)** alors que les études nationales et les retours d'expérience des professionnels locaux de l'action sociale soulignent **l'importance du non-recours aux prestations et aides sociales**. Perçues comme déjà là par seulement **21 %** des habitants, les **difficultés d'accès et d'usage du numérique (E9)** sont pointées comme une source importante de difficultés d'accès aux droits dans un contexte de dématérialisation accélérée de l'ensemble des démarches (un tiers des adultes concernés à l'échelle nationale) et sont souvent liées au manque de compétences, à la complexité des démarches ou à un manque d'équipement. Elles concernent plus fortement les personnes âgées, peu diplômées ou en situation de précarité.

⇒ **La persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelles (E4) est perçue comme une réalité** par 46 % des habitants. **Elle est réelle** (au 1^{er} trimestre 2023, près de 23 000 chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an, dans l'aire grenobloise) **mais en diminution sensible depuis quelques années en raison de la bonne santé du marché du travail local.**



QUELLES PERSPECTIVES ?

⇒ **La dégradation de l'offre de soins (E1), l'augmentation du nombre de personnes en demande de soins (E2) et les difficultés de prise en charge des personnes vulnérables (E3)** sont identifiées par les habitants comme étant les risques les plus inquiétants de la famille E. Ils sont probablement **amenés à s'aggraver voire à changer d'ampleur / fréquence** du fait du vieillissement de la population, du développement des maladies chroniques, des allergies et de la dégradation de la santé mentale. On peut également évoquer le risque de nouvelles pandémies, le développement de l'antibiorésistance et les impacts sanitaires du réchauffement climatique. Face à cette demande croissante, l'offre de soins restera pénalisée par le départ à la retraite de nombreux professionnels d'ici 2030 et leurs difficultés de remplacement accrues (à Grenoble, 49 000 personnes suivies par un médecin âgé de plus de 60 ans risquent de se retrouver sans médecin traitant à l'horizon 2030)⁶.

⇒ **La crise du logement (E5) est également susceptible de s'aggraver fortement** même

si elle est perçue comme un risque inquiétant à terme par seulement 31 % des habitants. En effet, si le rythme de rénovation des logements n'augmente pas de façon très importante, on peut craindre que l'interdiction de vendre ou de louer des passoires thermiques affecte fortement un marché déjà très tendu. Ce dans un contexte où la production de logements neufs semble grippée à court et moyen terme, et où la demande continuera d'augmenter avec le desserrement des ménages. Toutefois, le renouvellement générationnel pourrait induire la remise sur le marché de nombreux logements actuellement occupés par des personnes très âgées.

⇒ **Les difficultés de l'éducation (E6),** risquent de s'aggraver dans les 10 ans en raison du **très grand nombre de départs à la retraite d'enseignants qui ne sera pas compensé par une baisse aussi rapide du nombre d'élèves** et ce, dans un contexte de difficultés de recrutement et de crise des vocations.

⇒ **L'interdiction progressive des véhicules les plus polluants** pose la question de la **capacité**

des ménages modestes à changer ou se passer d'un véhicule dans un contexte où le développement des alternatives à la voiture (E8) se heurte à **des difficultés de financement ou de gouvernance**.

⇒ **Pour les autres risques, l'évolution future est plus incertaine.** Ainsi, les **effectifs dans le domaine de la sécurité et de la justice (E7)** sont en hausse à l'échelle nationale et locale, même si les embauches son difficiles. **Concernant le non-recours aux droits (E10) et les difficultés d'accès au numérique (E9), on peut penser que la prise de conscience de l'ampleur de ces phénomènes favorisera la mise en place d'actions,** à l'image de l'appel à projet « territoire zéro non-recours » lancé par l'État et auquel les communes de Grenoble et Le Pont-de-Claix ont répondu avec succès. **Enfin, la baisse du chômage de longue durée et des difficultés d'insertion professionnelles (E4)** est conditionnée au maintien d'une bonne santé du marché local de l'emploi dans un contexte où les menaces sur la situation économique mondiale sont nombreuses.

L'AIRE GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

Pour beaucoup de risques, le niveau d'information local est insuffisant pour évaluer si l'aire grenobloise est plus ou moins exposée que d'autres territoires.

⇒ La proportion locale de chômeurs de longue durée, ou âgés de moins de 25 ans ou de plus de 50 ans, est inférieure à la moyenne nationale, ce qui laisse supposer une **moindre exposition au risque E4 (persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle)**.

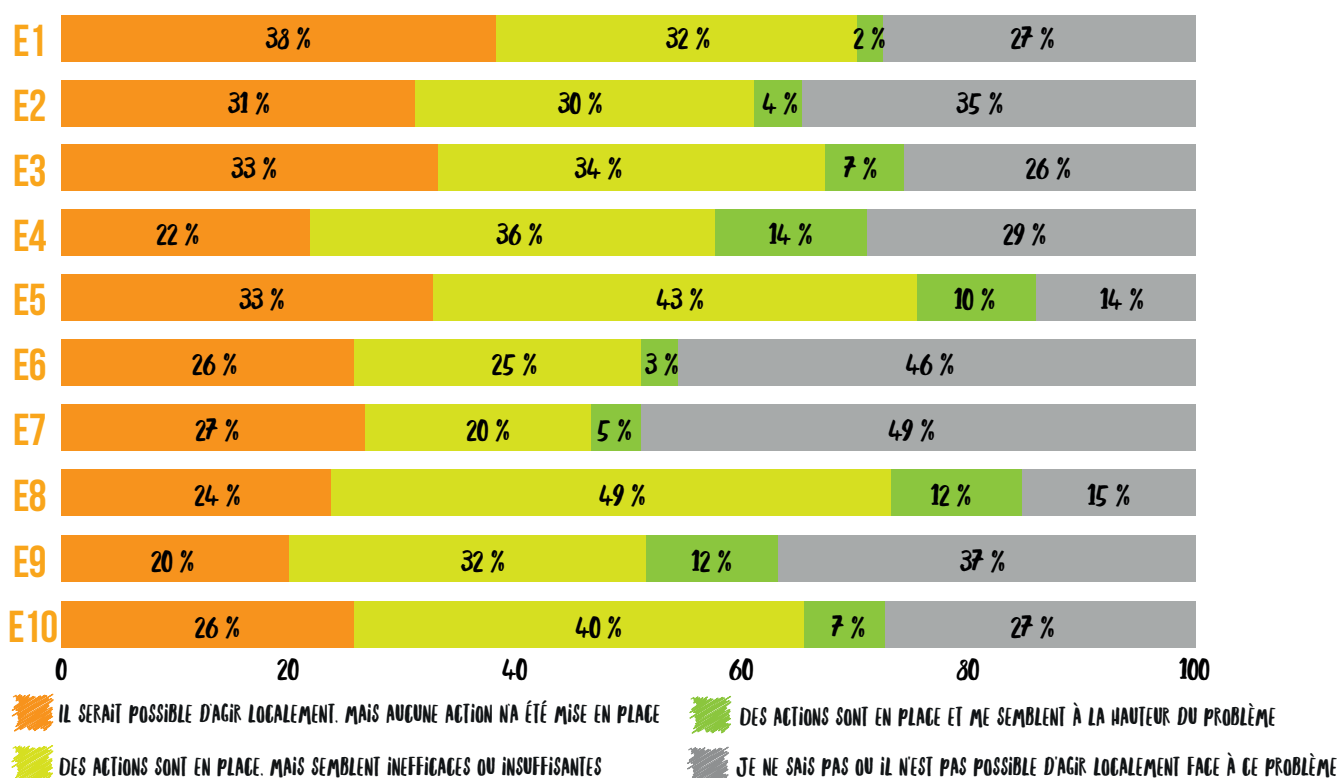
⇒ L'aire grenobloise est moins dotée que d'autres territoires comparables en nombre de lits hospitaliers et de professionnels exerçant en établissement de santé par habitant, ce qui laisse supposer **un plus fort impact local du risque E1 (dégradation de l'offre de soins)**.

⇒ Enfin, l'aire grenobloise est depuis longtemps classée en « zone tendue » pour le logement ce qui laisse supposer **une plus forte exposition au risque de manque de logements décentes ou abordables (E5)**.

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

⇒ **À peine plus d'1 habitant sur 2** pense qu'il existe des capacités d'action locales pour lutter contre la fragilisation du système éducatif et de formation (**E6**), comme de celui de la police et la justice (**E7**). Ces risques dépendent en grande partie directement des politiques mises en place par l'État.

⇒ **Une large majorité** pense qu'il y a des leviers d'actions locaux pour les autres risques, en particulier sur les questions du logement (**E5**) et des mobilités (**E8**).



LES ENQUÊTÉS FONT DES PROPOSITIONS

Quelques exemples

RISQUES COMPLÉMENTAIRES

> Dégénération de la santé mentale (même si inclus dans le risque **E2**)

ACTIONS PROPOSÉES

> Redonner des moyens aux services publics, à la santé

> Développer les logements communautaires

> Gratuité des transports en commun

...

LA FAMILLE DE RISQUES



COHÉSION SOCIALE

La famille **F** traite de l'érosion de la cohésion sociale – susceptible d'entamer le potentiel de résilience et de solidarité des populations – avec le développement de la pauvreté, des inégalités, des discriminations, de l'isolement ou de la peur de l'avenir. Elle intègre également les risques de ruptures démographiques (hausse ou baisse importantes et rapides de la population) ainsi que de développement des mouvements de protestation sociale.

RÉALITÉ LOCALE VS PERCEPTION DES HABITANTS, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

		AUJOURD'HUI RISQUE DÉJÀ LÀ ?		DEMAIN RISQUE INQUIÉTANT ?	
F1	HAUSSE DE LA PAUVRETÉ	+++	65 %	↗	36 %
F2	ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS, RECUL DE LA MIXITÉ SOCIALE	+++	67 %	↗	36 %
F3	PERTE D'ATTRACTIVITÉ DE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET INCAPACITÉ DE L'ÉCOLE À ASSURER L'ÉGALITÉ DES CHANCES	+++	60 %	?	31 %
F4	ENRACINEMENT D'ACTIVITÉS ILLÉGALES ET CRIMINELLES	+	62 %	↗	36 %
F5	DIFFICULTÉ D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION DES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS CLIMATIQUES	+++	59 %	↗	35 %
F6	DÉGRADATION DU « VIVRE ENSEMBLE » EN RAISON DU REPLI IDENTITAIRE OU DE LA STIGMATISATION DE CERTAINES COMMUNAUTÉS	+++	69 %	↗	36 %
F7	AUGMENTATION DES SITUATIONS D'ISOLEMENT CONSÉQUENCES SUR LES LIENS SOCIAUX, LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, LE BIEN-ÊTRE...	+++	55 %	↗	31 %
F8	GÉNÉRALISATION DE LA PEUR DE L'AVENIR, DE L'ÉCO-ANXIÉTÉ DÉFIANCE ENVERS LA CAPACITÉ DU « SYSTÈME » À FAIRE FACE AUX CRISES	+++	52 %	↗	40 %
F9	RUPTURE DÉMOGRAPHIQUE BAISSE OU HAUSSE DRASTIQUE DE L'EFFECTIF DE LA POPULATION	+	32 %	?	31 %
F10	DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION	+++	52 %	↗	27 %

NOTA : nous manquons d'informations locales pour les risques F3, F6 et F8.

CE QUE NOUS RETENONS

⇒ **Tous les risques de la famille F sont jugés comme « déjà là » par une majorité d'habitants, sauf F9.**

⇒ **La dégradation du « vivre ensemble »** en raison du repli identitaire ou de la stigmatisation de certaines communautés (F6) figure en **5^e place des 44 risques** jugés « déjà là » par les habitants.

⇒ **Ce résultat rejoint les enquêtes nationales** qui montrent qu'une grande majorité de Français perçoit une dégradation du lien social. Cela pourrait s'expliquer par des évolutions sociologiques de fond : perte d'influence des syndicats, de l'Église ou de la famille élargie, disparition des idéologies dominantes et unificatrices, déconnexion des temps sociaux, montée de l'individualisme, polarisation du débat public et des opinions... Ce résultat peut aussi renvoyer au fait qu'en 2019-2020, 18 % de la population des 18 à 49 ans vivant en France métropolitaine déclarait avoir subi **des traitements inégalitaires ou des discriminations** (de genre ou de race), proportion en hausse de 4 points par rapport à 2009-2010.

⇒ **L'accroissement des inégalités et le recul de la mixité sociale (F2) ainsi que la hausse de la pauvreté (F1)** se classent en 6^e et 8^e position des risques perçus comme « déjà là » par **environ les 2/3 des habitants**. On peut y rattacher **l'augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences (F7)** perçue comme déjà là par une majorité d'habitants. Sur les territoires de Grenoble-Alpes Métropole, du Grésivaudan et du Voironnais, **83 000 personnes** vivent dans un ménage à bas revenus et **43 000 personnes** dans un ménage

fragile, car dépendant des aides de la CAF pour se maintenir au-dessus de ce seuil. Les associations et professionnels de l'action sociale alertent sur la **hausse rapide du nombre de personnes en situation de pauvreté à l'échelle nationale et dans l'aire grenobloise**. Cette aggravation peut s'expliquer par une inflation et des coûts de l'énergie qui font basculer des ménages déjà fragilisés par la hausse des dépenses contraintes.

Les familles monoparentales (+ 20 % entre 2008 et 2019 dans l'aire grenobloise) sont particulièrement exposées au risque de pauvreté monétaire et au sentiment de solitude, et dans une moindre mesure, **les personnes vivant seules** (+ 25 % entre 2008 et 2019). Les jeunes, les chômeurs, les situations d'emploi précaire ou à temps partiel subi sont plus exposés à la pauvreté. À souligner enfin, une certaine concentration géographique des ménages vulnérables dans des quartiers à fort taux de logements sociaux ou privés à faible loyer.

⇒ **L'enracinement des activités illégales ou criminelles (F4)** est perçu comme déjà là par 62 % des habitants. Cela peut notamment renvoyer à la **question très médiatisée du trafic de drogue** dans l'agglomération grenobloise et des règlements de compte associés.

⇒ **La perte d'attractivité de l'école publique et l'incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances (F3)** est perçue comme déjà là par environ 60 % des habitants. Ce risque renvoie au fait que **le système scolaire français parvient mal à corriger les inégalités sociales voire les accroît**. Dans

l'agglomération grenobloise, on note également un phénomène **d'évitement des collèges publics situés dans un quartier « politique de la ville »**.

⇒ **Les difficultés d'accueil des migrants (F5)** – citées comme déjà là par environ 60 % des habitants – **sont très présentes dans l'aire grenobloise** comme en France, avec une saturation des structures d'hébergement dédiées et de nombreuses personnes / familles à la rue malgré l'action des collectifs d'hébergement citoyens. En 2019, plus de 60 % des demandes au 115 étaient issues de personnes non-originares de l'union européenne.

⇒ **Alors que près de 64 % des habitants se sont déclarés « plutôt » ou « tout à fait éco-anxieux », seuls 52 % perçoivent le risque F8 comme « déjà là »**. 80 % des Français expriment une forte anxiété face au dérèglement climatique (Cese, 2023).

⇒ **L'essor des mouvements de protestation (F10) est cité comme déjà là par un peu plus de 50 % des habitants. Des sujets nouveaux de mobilisation** émergent comme les marches pour le climat, la dénonciation de grands projets urbains, économiques ou d'infrastructure, mais aussi la dénonciation des violences sexuelles et sexistes. Certains mouvements de protestation ne sont pas encadrés par des organisations militantes (cf. « gilets jaunes ») et on note une diversification des modes d'action (dont désobéissance civile). Les émeutes urbaines de juin 2023, mais aussi certaines manifestations d'extrême droite, soulignent le risque d'actions violentes ou difficilement contrôlables. .../...

.../...

⇒ **Le risque de ruptures démographiques (F9)** est peu cité comme « déjà là ». Si ce risque ne s'est pas encore manifesté dans l'aire grenobloise, on peut noter **des fragilités à surveiller** : pics de mortalité liés aux canicules ou épidémies, diminution du taux de natalité.

QUELLES PERSPECTIVES ?

⇒ **La famille F est dans le trio de tête du classement des risques considérés comme inquiétants à horizon 10 ans par les habitants, avec une forte probabilité d'occurrence.** Ces résultats soulignent peut-être une préoccupation générale pour la stabilité sociale.

⇒ **La généralisation de la peur de l'avenir (F8) est le risque perçu comme le plus inquiétant** (40 % des habitants, en 10^e position des 44 risques jugés les plus inquiétants). Il est susceptible de s'aggraver avec la démultiplication des effets du changement climatique et des crises économiques, sociales ou géopolitiques. Le cas échéant, la natalité (F9) pourrait être impactée ainsi que le développement des mouvements de protestation sociale

(F10) y compris en réaction à des politiques de transition jugées socialement injustes (ex. hausse des taxes sur les carburants déclencheur du mouvement des gilets jaunes). Pour autant, **le développement des protestations sociales est l'un des risques jugés les moins inquiétants à terme.**

⇒ **Les facteurs favorisant l'accroissement de la pauvreté (F1) et des inégalités (F2)** – inflation, crise du logement, croissance des dépenses contraintes dans le budget des ménages – **seraient amenés à durer voire à s'aggraver** si la situation économique venait à se dégrader ou si des nouvelles crises se déclenchaient, impactant les marchés des matières premières, de l'énergie ou de l'alimentation.

La croissance importante du nombre de familles monoparentales et de personnes seules (F7) est également probable.

⇒ **L'enracinement des activités illégales ou criminelles (F4), perçu comme inquiétant par 36 % des habitants pourrait s'aggraver.** Le service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée (Sirasco) souligne **l'enracinement croissant au niveau national de la criminalité organisée liée au trafic et au blanchiment de l'argent de drogue.** Il identifie la

menace de **l'émergence d'une corruption associée** dans la sphère politique tout en déplorant la faiblesse des effectifs en charge d'enquêter sur ces réseaux.

⇒ **La dégradation du « vivre ensemble » et de la cohésion sociale (F6)** – perçue comme inquiétante par 36 % des habitants – est également une **tendance lourde** alimentée par l'essor des inégalités, de la pauvreté, de la criminalité mais aussi par la polarisation du débat public aggravée par les réseaux sociaux et la désinformation.

⇒ **Concernant les évolutions démographiques (F9)**, les scénarios tendanciels ne font **pas émerger de ruptures majeures**, mais il ne faut pas exclure des phénomènes pour l'instant inédits (ex. pics de mortalité en cas de super-canicule ou de nouvelle pandémie). **Les difficultés d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques (F5)** sont un risque jugé inquiétant par 35 % des habitants, dans un contexte où les études prospectives tablent sur **un accroissement très important des migrations** à l'échelle internationale en lien avec les impacts du changement climatique, de la montée du niveau de la mer et des tensions géopolitiques.

L'AIRE GRENOBLOISE EST-ELLE PLUS CONCERNÉE QUE D'AUTRES TERRITOIRES ?

Pour beaucoup de risques, le niveau d'information local est insuffisant.

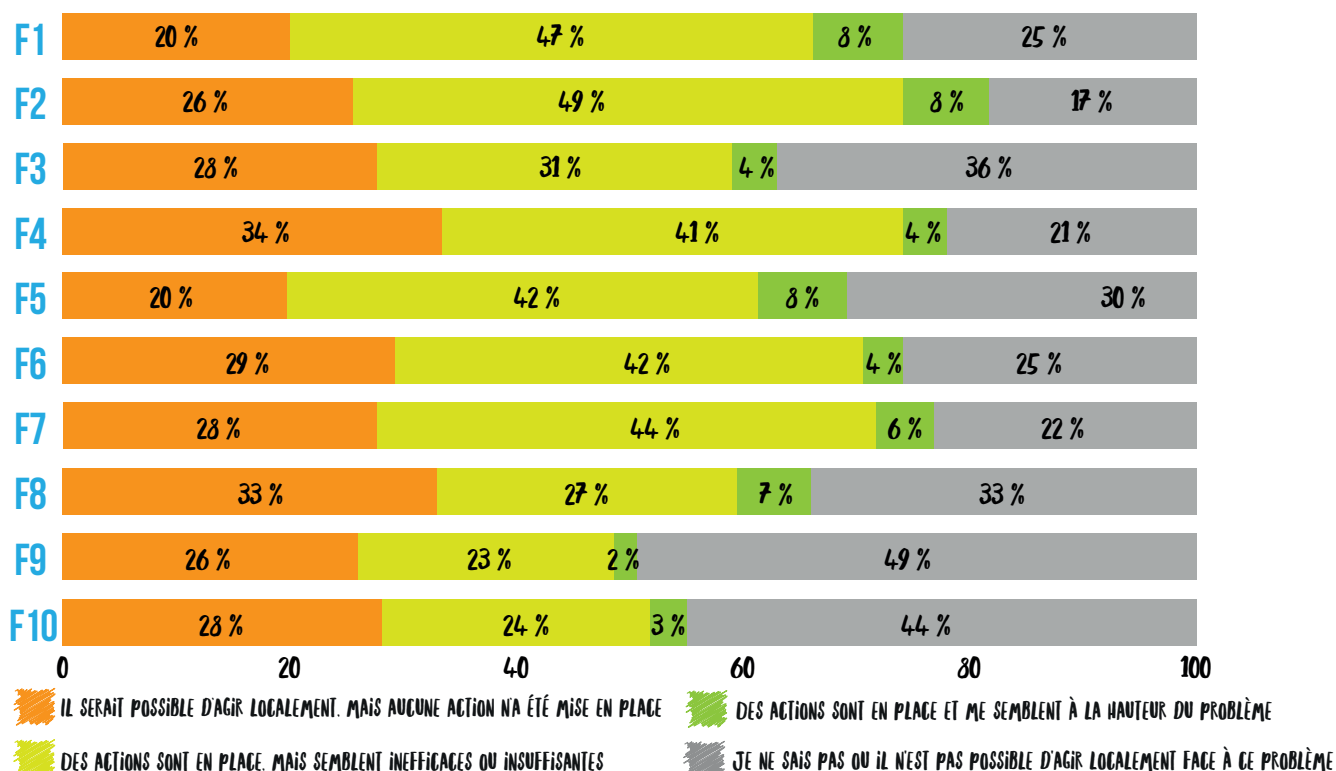
⇒ **L'aire grenobloise semble moins concernée par la pauvreté que d'autres territoires** : Grenoble-Alpes Métropole se classe au 6^e rang national des métropoles où le taux de pauvreté monétaire est le plus bas.

⇒ Elle paraît **moins exposée aux inégalités sociales** en raison de la bonne santé de son marché du travail et de l'existence de nombreuses politiques publiques locales en faveur de l'égalité et de l'insertion (ex. programme local d'insertion par l'économique, territoire zéro chômeur de longue durée ou zéro non-recours...).

QUEL EST LE REGARD DES HABITANTS SUR LES CAPACITÉS D'ACTION LOCALES ?

⇒ Une large majorité d'habitants pense qu'il y a des leviers d'actions locaux, en particulier sur les questions relatives à la pauvreté (F1), aux inégalités (F2), à la dégradation du lien social (F6), aux situations d'isolement (F7) et à l'enracinement des activités criminelles (F4).

⇒ C'est moins vrai en ce qui concerne les ruptures démographiques (F9) et le développement des mouvements de protestation (F10).



LES ENQUÊTES FONT DES PROPOSITIONS

Quelques exemples

RISQUES COMPLÉMENTAIRES

> Risque de désorganisation sociétale en cas de rupture d'approvisionnement « essentiel » (alimentation, eau, énergie...)

NOTA : cette proposition souligne les effets domino entre les familles B et F.

> Hausse de la violence, risque d'affrontement entre franges de la population ou de guerre civile

> Hausse de la consommation de drogues

> Creusement du fossé urbain - rural

> Hausse des violences et discriminations sexuelles et sexistes

> Baisse du niveau de culture générale

> Surpopulation à l'échelle mondiale

ACTIONS PROPOSÉES

> Créer des lieux d'accueil pour lutter contre l'isolement, contre le froid ou la chaleur, et faire des économies d'énergie

...



Le RARRe



PARTIE 3

POUR ALLER PLUS LOIN

LES ATTENDUS

ISSUS DU FORUM

LE FORUM

UN PREMIER TEMPS D'ÉCHANGE AVEC LES ÉLUS DE L'AIRE GRENOBLOISE

Si « Restituer » (sous la forme du présent document) constitue l'ultime étape de la démarche, elle est directement précédée de « Débattre », dans le cadre d'un forum d'élu-es.



IDENTIFIER
[LISTE DES RISQUES]



DOCUMENTER
[LIVRETS-RISQUES]



QUESTIONNER
[ENQUÊTE]



DÉBATTRE
[FORUM]



RESTITUER
[RAPPORT]

Le premier Forum du RARRe s'est tenu le 6 février 2024, partie prenante du Festival No(s) Futurs organisé par Territoire de Sciences, partenaire de la démarche. **Il a rassemblé une cinquantaine d'élu-es de l'aire grenobloise, accompagnés de directeurs ou directrices, techniciens et techniciennes des collectivités locales.**

C'était dans un premier temps l'occasion pour eux de prendre connaissance de la démarche, et de l'important travail de documentation et d'enquête réalisé par le groupe de travail partenarial.

Les échanges très nourris qui ont suivi la présentation leur ont permis de s'exprimer par petits groupes sur ce qu'ils en retenaient, sur la manière dont ils vivaient les situations sur leurs territoires, et d'aborder librement, entre pairs, ces sujets sensibles dans un cadre de dialogue ouvert.

Enfin et surtout, ils ont formulé **leurs souhaits et propositions sur les suites à donner** à la démarche et les outils d'accompagnement au changement qui pourraient concrètement en découler.



UNE DÉMARCHE D'UTILITÉ PUBLIQUE

- ⇒ **Le RARRe comme outil de connaissance**
- ⇒ **Le RARRe comme outil d'aide à la décision publique**
- ⇒ **Le RARRe comme outil de sensibilisation et de mobilisation**

Le RARRe

COMME OUTIL DE CONNAISSANCE : DOCUMENTER ET ENQUÊTER

Les participants au Forum souhaitent que soit renforcé le croisement entre les volets « questionner » (enquête) et « documenter » (fiches risques). En outre ces deux piliers du RARRe devront être améliorés et enrichis.

APPROFONDIR LES CROISEMENTS ENTRE L'ENQUÊTE ET LES FICHES RISQUES

Plusieurs participants ont insisté sur l'importance de mettre en perspective les résultats de l'enquête avec les fiches risques pour « objectiver des perceptions subjectives », « croiser objectivation et perception des risques », « identifier d'éventuels décalages entre risques perçus et risques réels ».



AMÉLIORER LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'ENQUÊTE ET L'ÉLARGIR À TOUTE L'AIRE GRENOBLOISE

Le Forum a souligné les limites de l'enquête auprès des habitants, circonscrite au périmètre de la métropole. Le choix de faire appel à un panel existant et éprouvé en année 1 était parfaitement understandable au titre de l'expérimentation de la démarche et de l'optimisation des moyens. Pour autant aux yeux des participants au Forum, il s'avère **insuffisamment représentatif des territoires et des profils** : habitant-es de la métropole, personnes ayant la « capacité numérique » de répondre à des enquêtes en ligne,

sur-représentation des « cadres », des « personnes éduquées », « déjà sensibilisées », et à l'inverse non-représentation des « catégories populaires » ou des « territoires ruraux ».

Les participants ont également signalé qu'initier l'enquête par la liste des risques pouvait orienter la perception des répondants et les enfermer dans le pessimisme.

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

⇒ Pour les éditions ultérieures du RARRe, il est attendu que l'enquête puisse toucher tous les territoires et toutes les catégories de population de l'aire grenobloise [tout en veillant « à ne pas trop modifier la méthode pour pouvoir comparer une année avec l'autre. »]

⇒ Il est également suggéré de compléter autant que possible les enquêtes quantitatives par des entretiens qualitatifs, par exemple pour mieux comprendre ce qui influence la représentation des risques dans l'esprit des habitant-es (part des médias notamment).

⇒ Enfin, il est proposé que l'enquête s'ouvre sur une question invitant à citer spontanément des risques (avant de proposer la liste du RARRe).

APPROFONDIR LA CONNAISSANCE DES RISQUES ET DE LEURS ÉVOLUTIONS À L'ÉCHELLE DE L'AIRE GRENOBLOISE EN VEILLANT AUX SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES

Plusieurs attentes se sont exprimées.

⇒ Approfondir la connaissance sur la manifestation des risques à l'échelle de l'aire grenobloise et de ses territoires

« L'approche est encore trop globale. Elle ne reflète pas la réalité de tous les territoires » ; « Besoin de descendre à l'échelle intercommunale, voire communale » ; « Besoin de plus de finesse territoriale, on n'est pas tous au même niveau (prise de conscience, capacité d'agir...) »

Comment ?

En mobilisant plus de données et analyses locales si elles existent, en cherchant à mieux caractériser le niveau d'exposition de chaque territoire de l'aire grenobloise.

⇒ S'intéresser au temps long, regarder l'avenir sans oublier le passé

« Au début du XX^{ème} siècle, il n'y avait presque plus de forêt en Chartreuse, tout avait été coupé pour faire du charbon de bois. Et dans les années 1950, l'air était irrespirable dans la cuvette grenobloise. »

Comment ?

En s'intéressant aussi aux évolutions passées qui peuvent inciter à relativiser l'ampleur actuelle de certains risques.

⇒ Approfondir la connaissance des évolutions possibles et, plus largement, être en veille sur les risques émergents

« Les études de notre nouvelle charte du Parc naturel régional datent de deux ou trois ans ; pourtant on est passé à côté du dépérissement de la forêt en Chartreuse lié aux épisodes de canicule et de sécheresse estivales mais aussi aux parasites. »

⇒ Scénariser les manifestations futures de certains risques

« Par exemple tirer jusqu'au bout un scénario de crise énergétique et toutes ses répercussions, pour rendre concret. »

⇒ Approfondir la question des effets domino, des liens entre les risques

« Creuser les diagnostics en s'inspirant par exemple de l'approche systémique du rapport Vigie de Futuribles » ; « Il faudrait plus considérer l'intrication complexe entre enjeux environnementaux et sociaux. »

MOBILISER LE MONDE DE LA RECHERCHE POUR AMÉLIORER LA DOCUMENTATION DES RISQUES

L'information lacunaire pour caractériser localement nombre de risques fait partie des limites soulevées.

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

⇒ **Mobiliser la Recherche locale** pour contribuer à la documentation des risques, de leurs évolutions possibles, de leurs effets domino...

⇒ **Articuler le RARRe avec d'autres démarches locales** pouvant contribuer à améliorer la connaissance des risques et de la résilience du territoire : le réseau des observatoires locaux **Obs'y** ; la chaire **Territoire en Transitions** de GEM, dont démarche **IBEST** (indicateurs locaux de bien être soutenable) ; mobilisation d'un conseil scientifique pluridisciplinaire...

Le RARRe

COMME OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION PUBLIQUE

Les participants au Forum invitent à « *aller plus loin que les constats* » et à « *creuser les solutions pour agir* » : « *enquêter c'est bien, mais agir c'est mieux !* ». Comment enrichir la démarche et renforcer son utilité ?

S'APPUYER SUR LE RARRe POUR METTRE L'ANTICIPATION DES RISQUES À L'AGENDA DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les participants ont perçu le RARRe comme un moyen « *d'alerter sur des sujets à saisir et plus largement, sur des thématiques d'actions à prioriser* », en s'appuyant sur les enseignements croisés de l'enquête et des fiches risques. Plus largement, il

pourrait permettre de « *hiérarchiser les actions face aux risques en fonction de la temporalité, pour mettre en place des stratégies différenciées selon les urgences / priorités, de façon à optimiser l'allocation des ressources* ».

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

⇒ **Allier une approche par risque et par territoire** en réalisant par exemple un « *diagnostic du territoire face [aux] vulnérabilités* ».

⇒ **Identifier pour chaque risque le « niveau de maîtrise » des acteurs locaux** : « *Faire le lien entre familles de risques et délégations municipales* » ; identifier sur quoi les collectivités peuvent agir selon leurs compétences, et plus largement, « *clarifier qui peut agir à chaque niveau : habitants, élus, autres acteurs* ».

CRÉER UNE « GRILLE D'ÉVALUATION » POUR PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES SYSTÉMIQUES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES ET PRIORISER LES ACTIONS

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

⇒ **Compléter le rapport du RARRe par un « outil de cadrage », une « grille d'évaluation »** permettant d'évaluer « *en quoi le projet porté en local répond ou non à différents risques* » mais aussi « *d'identifier les réponses qui satisfont le plus de risques possibles* ».

Cet outil – qui pourrait être partagé par toutes les collectivités du territoire – serait utilisé pour nourrir les diagnostics, les stratégies, les plans d'action, les projets, afin de les compléter, de les consolider par

rapport aux risques à anticiper. Cette « *évaluation des risques* » pourrait aussi être « *connectée aux plans existants (ex. PLUi)* ».

FAVORISER LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET CRÉER UNE « BOÎTE À OUTILS » DES ACTIONS DE RÉSILIENCE ET DE RÉDUCTION DES VULNÉRABILITÉS

Un besoin a été partagé. Celui de « *favoriser le partage d'expériences et de solutions face aux risques* », « *d'organiser un partage des initiatives existantes (localement ou ailleurs) pour faire face aux risques* », « *d'avoir connaissance des retours d'expérience locaux, ailleurs ou dans l'aire grenobloise* ».

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

⇒ **Compléter les productions du RARRe avec une « boîte à outils commune »** qui recense des références, des retours d'expériences locaux ou extérieurs sur des actions d'anticipation des risques, de résilience, de réduction des vulnérabilités.

⇒ **Envisager « une table ronde lors du prochain Forum, pour permettre le partage d'expériences, pour donner envie d'essaimer, pour s'inspirer... »**

CRÉER UN RÉSEAU D'ACTEURS, UNE OFFRE D'INGÉNIERIE, DES APPELS À PROJET... POUR FAIRE ÉMERGER DES ACTIONS DE RÉSILIENCE

Il a été proposé que le RARRe devienne ou soit complété par un **réseau des acteurs sur les risques et la résilience**. Cette suggestion répond à un « *fort besoin d'échanges* » sur une problématique « *qui concerne tous les territoires* » de l'aire grenobloise. À ce titre, certains pensent qu'il faudrait « *promouvoir le SCoT comme espace de coopération* » sur la question des risques. D'autres suggèrent des « *groupes de travail sur la résilience* » à l'échelle des territoires qui pourraient alimenter les documents

de planification. L'idée d'un « **comité de pilotage du RARRe** » associant les élus de différentes collectivités a également été émise.

À également été évoquée la **mise en place d'une « offre de services aux collectivités » pour les aider à anticiper les risques** systémiques dans leurs politiques publiques, des « **appels à projet** » pour faire émerger des actions de résilience ou la **mise à disposition « d'experts mobilisables » au cas par cas**.

UTILISER LE RARRE POUR ENRICHIIR LES PLANS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE SAUVEGARDE (PCS / PICS)

Certains participants ont suggéré d'élargir le champ des risques pris en compte dans les PCS* / PCIS en s'appuyant sur le RARRe. Ces documents

sortiraient alors d'une logique exclusive de gestion des crises liées à la manifestation de risques naturels ou technologiques majeurs.

* Les PCS sont obligatoires dans les communes concernées par un plan de prévention des risques naturels ou technologiques et plus largement par une exposition reconnue aux risques d'inondation, de séisme ou d'incendie de forêt. Sous la responsabilité du maire, il vise l'information préventive et la protection de la population. Par solidarité, les PCS doivent être complétés par un plan intercommunal de sauvegarde (PICS), obligatoire à l'échelle des EPCI dont au moins une commune est concernée par l'obligation d'élaborer un PCS.

LE RARRe

COMME OUTIL DE SENSIBILISATION ET DE MOBILISATION

UTILISER LE RARRe POUR CRÉER UNE CULTURE COMMUNE ET IMPULSER UN DÉBAT PUBLIC

Le Forum a souligné le « **besoin de créer une culture commune autour des risques** » en impliquant les habitants, les entreprises, les associations... Le RARRe pourrait être l'opportunité de « **communiquer sur les risques et sur la capacité de chacun à agir** », avec la mise à disposition d'outils d'animation et de sensibilisation.

Un premier pas serait « **d'aider les élus à utiliser le RARRe comme outil dans les démarches de concertation** » sous la forme d'une caution justificative à l'égard de certaines décisions en faveur de l'anticipation des risques.

L'idée a été évoquée « *d'organiser des rencontres avec le public sur les sujets identifiés comme inquiétants, car savoir qu'on n'est pas seul à s'inquiéter c'est déjà rassurant* ». Pourquoi pas des « **forums locaux dédiés à la discussion et à l'échange d'idées sur les résultats de l'enquête** » dans l'objectif de toucher « *beaucoup plus de personnes : élus, [mais aussi] acteurs de la vie sociale, économique* ».

En complément il a été proposé de **communiquer sur les bons réflexes pour se préparer**, ainsi que **l'élaboration de « chartes locales de la résilience » coconstruites avec les acteurs** d'une commune ou d'un territoire.

FACILITER L'APPROPRIATION DU RARRe AVEC UNE LARGE GAMME D'OUTILS

Les participants ont souhaités que les enseignements du RARRe soient diffusés largement auprès des élus et des collectivités.

LES POINTS D'AMÉLIORATION À RETENIR

- ⇒ Interventions dans les conseils municipaux ou communautaires ou mise à disposition d'un support vidéo et d'un tutoriel permettant aux élus de se faire le relais du RARRe dans leurs structures
- ⇒ Formations pour les élus, à imaginer dans un cadre intercommunal
- ⇒ Mise en place d'un réseau « *d'ambassadeurs dédiés dans chaque structure pour présenter la démarche et discuter des enjeux émergents* »
- ⇒ Création d'un réseau des élus concernés / interpellés par les risques systémiques, intégrant des « *temps d'échanges réguliers afin de rompre l'isolement* ».

De façon générale, **il s'agit de considérer que « tous les publics sont concernés », ce qui implique de diversifier les vecteurs d'information, de communication, de sensibilisation. La « nécessité de coopérer étroitement avec les habitants**

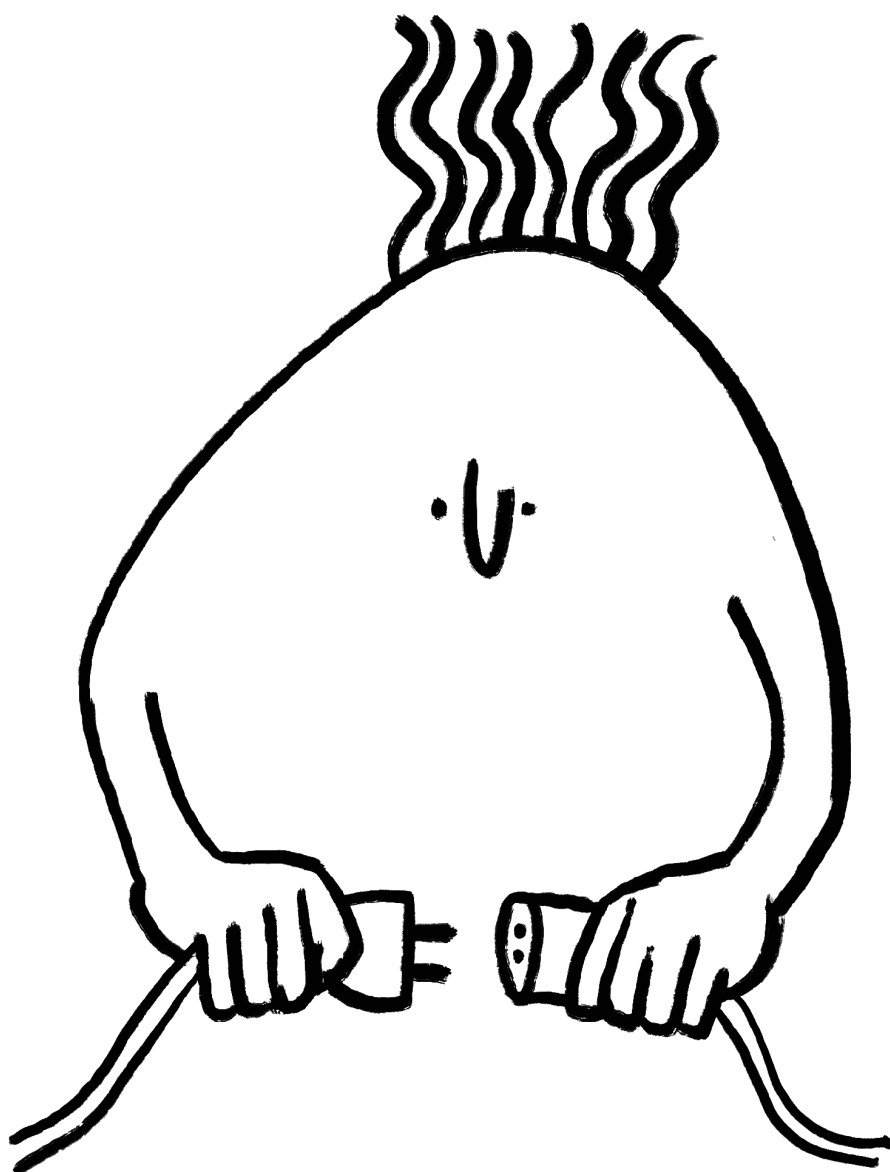
pour stimuler l'émergence d'autres manières de faire » a été soulignée tout au long du forum, de même que le besoin « *d'outils pour mettre en débat et décomplexifier l'approche des sujets potentiellement clivants et angoissants.* »

- ⇒ **Rendre aisément accessibles les productions du RARRe** : « un site Internet ressource » donnant accès à des « documents synthétiques pour les élus et les habitants », à des études et à un fonds documentaire ; des « newsletters pour informer sur les avancées, les risques... »
- ⇒ **Diversifier les façons de faire passer les messages**, multiplier les registres d'interpellation et les formats, s'ouvrir à tous les publics, en mobilisant les connaissances, mais aussi l'imaginaire, l'émotionnel... (ex. design fiction, art et culture, mises en récit...)
- ⇒ **Sensibiliser spécifiquement les scolaires, les jeunes, les étudiants et les inviter à agir** : « on a un devoir d'éducation et d'encouragement vis-à-vis des jeunes. On ne les voit jamais dans les réunions, il n'y a que des vieux. Il faut leur faire comprendre qu'ils peuvent et doivent être acteurs. Ils ont le pouvoir d'agir. »

LA BOÎTE À IDÉES DU FORUM



- ⇒ Une « **BD du RARRe** » tirée des illustrations de Lou Herrmann qui mettrait en scène des « scénarios plausibles d'évolution des territoires à partir de chocs /stress, raconter les territoires en 2040 ».
- ⇒ Des « **marqueurs pour inscrire les risques dans le paysage** (comme le pylône du téléphérique Bastille qui change de couleur en fonction de la qualité de l'air) ».
- ⇒ Des « éléments de langage simples, intelligibles, encourageants. Des « **slogans** », des illustrations positives, concrètes ».
- ⇒ La mise à disposition de l'exposition des familles du RARRe dans les territoires, avec des « temps de rencontre », des « animations », des « conférences », des « événements autour des risques » pouvant aller jusqu'à des « mises en situation pour prendre conscience de l'impact des risques mais sans induire de panique ».
- ⇒ Des « **quizz à visée pédagogique**, pour que les gens puissent tester leurs connaissances »
- ⇒ Des « vidéos »
- ⇒ Des articles « clé en mains » pour les magazines des collectivités
- ⇒ Etc.



MERCI À LOU HERRMANN POUR SES ILLUSTRATIONS INSPIRANTES



À l'heure de l'anthropocène, dans un monde en pleine métamorphose, les élus de l'aire grenobloise ont souhaité que l'Agence d'urbanisme se mobilise et mobilise les différents acteurs désireux de se doter localement d'une capacité à imaginer, à se projeter et à agir pour faciliter la décision publique.

L'Atelier des Futurs est né de cette volonté de construire une culture de la prospective à l'échelle de l'aire grenobloise en mutualisant ressources, réflexions, expériences et projets.

L'entrée dans le collectif est soumise à l'acceptation d'une **charte d'engagements pour « passer de la vision à la transformation »**.

Extrait

Notre engagement et notre capacité à agir sont forts mais nous savons que le cloisonnement de nos réflexions et de nos actions nuit à notre efficience.

Nous affirmons que, dans cette période où il nous faut resserrer les rangs et faire preuve de courage, la fabrique de la décision publique ne peut être que collégiale et dûment éclairée, à la lumière de regards croisés et d'une forte mobilisation collective.

Pour ce faire, il nous faut à tout prix nous extraire des huis clos organisationnels.

Télécharger la charte sur www.aurg.fr

Le RARRe est le projet majeur initié par l'Atelier des Futurs en 2022.

Un groupe de travail technique a suivi la mise en œuvre de la démarche aux côtés de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise.

AU 10 AVRIL 2024, 12 PARTENAIRES ONT REJOINT L'ATELIER DES FUTURS



SCHÉMA
DE COHÉRENCE
TERRITORIALE
DE LA GRANDE
RÉGION
DE GRENOBLE





CETTE PUBLICATION EST LA PREMIÈRE ÉDITION DU RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE : LE RARRe 2024.

Une démarche inédite à cette échelle, fruit du travail engagé au sein de l'Atelier des Futurs, collectif des acteurs locaux de la prospective. Son objectif est d'éclairer le débat public sur ces sujets sensibles et complexes, de faire comprendre la dimension systémique et multifactorielle des risques et *in fine*, d'aider les acteurs publics à la décision.

La méthode exploratoire est directement inspirée du *Global Risks Report* porté par le Forum économique Mondial (Forum de Davos). Elle repose sur l'identification d'une liste de risques et vulnérabilités, qu'elle s'attache à documenter (objectivation) et à questionner dans le cadre d'une enquête (perception). Le Rapport final est une mise en perspective des deux, complétée des enseignements du Forum du 6 février 2024 qui a réuni une majorité d'élus locaux.

Il a été rédigé par l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, à l'initiative et cheville ouvrière du projet. Nous attirons l'attention sur le fait qu'il s'agit d'une version expérimentale, de fait lacunaire et imparfaite, appelée à s'améliorer dans le temps puisque le RARRe sera reconduit et enrichi annuellement.

Ce document est une synthèse des enseignements.

D'autres publications, notamment les 6 livrets-risques qui rassemblent la documentation, sont accessibles sur le site Internet de l'Agence (onglet Atelier des Futurs / Le RARRe).



www.aurg.fr / l'Atelier des Futurs



Conception et rédaction :
Agence d'urbanisme de la région
grenobloise, avec les apports
du collectif
Mise en page : Ça crée Val
Illustrations des risques : Lou Herrmann
Publié le 10 avril 2024



Imprimerie Gonnet
Papier venant de forêts gérées de façon responsable
et durable FSC